



Assemblée générale

Cinquantième session

35^e séance plénière

Dimanche 22 octobre 1995, à 10 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Freitas do Amaral (Portugal)

La séance est ouverte à 10 h 15.

Point 29 de l'ordre du jour

Célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies

Réunion commémorative extraordinaire de l'Assemblée générale à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Ce matin, j'ai l'honneur d'ouvrir la session commémorative extraordinaire à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux résolutions 48/215 B du 26 mai 1994 et 49/12 B du 24 mai 1995 de l'Assemblée générale.

Distingués chefs d'État, chefs de gouvernement et autres hauts dignitaires d'État, Excellences :

C'est pour moi un privilège de remercier chacun de vous d'être venus de toutes les parties du monde au Siècle de l'Organisation des Nations Unies pour prendre part à cette session commémorative extraordinaire de son cinquantième anniversaire et, de ce fait, de témoigner publiquement de votre reconnaissance pour les réalisations des 50

dernières années et de votre ferme engagement à préserver et réformer cette illustre Organisation.

Cette Organisation est la vôtre, et l'avenir des Nations Unies sera ce que vous, Excellences, déciderez qu'elle soit. Le destin des Nations Unies est entre vos mains.

Mais que doit-on faire? Cette Organisation mérite-t-elle d'être préservée au regard de son passé? Et qu'en ferons-nous quant à son avenir?

(L'orateur poursuit en français)

Pendant les premiers 50 ans de leur histoire, les Nations Unies n'ont pas pu réaliser tous leurs idéaux, mais elles n'ont pas été non plus cet instrument stérile, inefficace, voire nocif que leurs ennemis les accusent d'être. Reconnaissons humblement les erreurs, les omissions, les fautes. Mais n'oublions pas les succès, les victoires, les bienfaits dont a profité toute l'humanité.

Devons-nous nous repentir d'avoir fondé une organisation universelle pour essayer de maintenir la paix entre les nations et pour affirmer la primauté du droit et de la justice? Considérons-nous comme une erreur le fait d'avoir approuvé la Déclaration universelle des droits de l'homme, d'essayer de les faire respecter partout, et de contribuer à la démocratisation d'un nombre croissant de pays?

Renions-nous le principe de l'autodétermination des peuples, la décolonisation, la fin de l'apartheid?

Ne reconnaissons-nous pas le caractère indispensable de l'aide au développement des pays les plus pauvres de la planète?

Admettons-nous nous être trompés sur la plus récente priorité de la protection de la nature et de l'environnement?

(L'orateur poursuit en espagnol)

Non, Excellences, nous ne nous sommes pas trompés, ni en 1945, ni durant les 50 dernières années. Nos principes, nos valeurs, nos idéaux étaient et demeurent politiquement valables, moralement dignes et humainement justes, et nous devons en être fiers.

Cela veut-il dire que tout est parfait aux Nations Unies? Évidemment non.

Mais ne nous laissons pas tromper par les critiques. Il est bien sûr nécessaire de corriger certaines choses, mais ce serait une grave erreur que l'humanité laisse l'ONU disparaître.

Si les objectifs et desseins des Nations Unies sont positifs et appréciables et si l'Organisation a pu et continue de pouvoir les réaliser, même avec des limites et des insuffisances, nous ne devons pas avoir honte de notre soutien à l'Organisation des Nations Unies. Nous devons simplement la réformer.

(L'orateur poursuit en anglais)

Appuyer les Nations Unies, tel doit être notre serment collectif en cette séance commémorative extraordinaire. Réformer les Nations Unies, tel doit être notre engagement politique au cours de ces trois jours.

Nous ne devons pas permettre que l'Organisation soit anéantie par ceux qui la critiquent, ni qu'elle périsse d'un manque d'engagement de ses partisans. Je vous fais donc cette demande : dites bien au monde que la liberté, la justice, le développement et la solidarité humaine sont des valeurs magnifiques qui méritent que l'on vive et travaille pour elles; dites bien à vos peuples que nous devons nous aider les uns les autres pour la survie et dans l'intérêt de l'humanité; dites bien à vos gouvernements et à vos parlements qu'en raison des réformes et des transformations nécessaires, les Nations Unies ont besoin d'argent pour fonctionner, de l'appui des pays Membres pour fonctionner

au mieux, et de la sagesse ainsi que de la générosité de nous tous pour sauver et aider les êtres humains qui en ont le plus besoin.

Excellences, en ouvrant ces séances d'une portée unique et historique, je voudrais partager avec vous ces trois vœux :

Saluons les Nations Unies et leurs «pères fondateurs».

Combattons les critiques destructeurs de l'Organisation et ne leur permettons pas d'être les «pères liquidateurs» des Nations Unies.

Assumons la noble et nécessaire tâche de devenir, dès aujourd'hui, les «pères réformateurs» des Nations Unies.

Ce faisant, nous mériterons le respect des générations futures, notamment lorsqu'elles célébreront — certainement dans cette même salle — le centième anniversaire des Nations Unies.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général.

Le Secrétaire général (*interprétation de l'arabe*) : Qu'il me soit permis de souhaiter la bienvenue à tous, rois, chefs d'État et de gouvernement du monde. Bienvenue dans votre maison, la maison des peuples du monde. Bienvenue à la tribune des Nations Unies, la tribune de la paix, de la concorde et du développement. Bienvenue à tous, et mes sincères salutations aux dirigeants du monde.

(L'orateur poursuit en anglais)

Nous nous réunissons pour célébrer les 50 ans de l'Organisation. Comment pouvons-nous faire pour que les 50 prochaines années répondent aux besoins des peuples? Le monde du XXIe siècle sera confronté à deux grandes forces opposées : la mondialisation et la fragmentation. Une nouvelle dialectique a déjà commencé.

La mondialisation engendrera toute une série de problèmes. Le monde est parcouru de flux financiers d'une ampleur sans précédent. Des phénomènes environnementaux alarmants exposeront la planète à des dommages permanents. L'activité criminelle transnationale augmentera. La révolution mondiale des communications exercera sur nos institutions nationales des pressions qu'elles n'ont pas été conçues pour supporter.

L'avenir sera aussi marqué par la fragmentation. Les forces lointaines et impersonnelles de la mondialisation

inciteront les gens à chercher refuge au sein de groupes plus restreints. La fragmentation peut engendrer le fanatisme, l'isolationnisme, le séparatisme et la prolifération des guerres civiles.

L'Organisation des Nations Unies peut aider à faire face à la dialectique de la mondialisation et de la fragmentation, et contribuer à la solution des problèmes que cela créera. La raison en est que l'Organisation des Nations Unies a été conçue pour être à la fois l'Organisation mondiale et l'Organisation de ses États Membres — conçue, par conséquent, pour répondre à la fois aux préoccupations d'ordre mondial et aux besoins des États Membres et de leurs peuples. Comme si elle se préparait précisément en vue de ce moment, l'Organisation a acquis en 50 ans une expérience énorme de la mondialisation et de la fragmentation.

En réponse à la mondialisation, l'Organisation des Nations Unies a défini les droits de l'homme pour la communauté mondiale. Elle a favorisé le progrès du droit international. Elle a transformé le droit de la mer. Par une série continue de conférences mondiales, elle s'emploie à promouvoir un consensus international sur les nouvelles questions mondiales dans le domaine du désarmement, de l'environnement, de la population, du développement social, des migrations.

En réponse à la fragmentation, l'Organisation a été conduite à réagir face à des guerres civiles : Katanga, Cambodge, El Salvador, Angola et Mozambique. Pour prévenir la fragmentation, l'ONU s'emploie à promouvoir la démocratisation, à la fois à l'intérieur des États et entre les États. À l'intérieur des États, les problèmes d'identité et de séparatisme ethnique seront réglés par la voie des urnes et non par la force des armes. Entre États, la démocratisation favorisera la participation sans réserve de tous les États aux affaires mondiales.

Mais l'Organisation ne peut pas jouer ce rôle si la tendance actuelle se poursuit. Les Nations Unies sont prises au piège d'une seconde dialectique. Les problèmes de mondialisation et de fragmentation ont investi les Nations Unies de vastes responsabilités, mais l'Organisation n'a pas reçu les ressources nécessaires pour mener à bien les tâches qui lui étaient imposées.

La crise financière est le symptôme d'un problème plus profond : les États Membres ne considèrent pas les Nations Unies comme une priorité. Telle est la triste réalité dont il m'incombe de faire part à cette réunion commémorative. Je vous conjure de donner à l'Organisation une

solide base financière. S'il n'est pas possible de prendre à cet effet, d'ici la fin de l'année, les mesures nécessaires, je vous demande instamment de songer sérieusement à convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale pour tenter de dénouer la crise financière de l'Organisation.

Cette réunion historique est pour vous, dirigeants du monde, l'occasion de réfléchir à ce que vous voulez des Nations Unies. Je vous demande respectueusement de vous y employer.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

Avant de donner la parole au premier orateur de la séance de ce matin, je voudrais, une fois encore, rappeler à toutes les délégations que le temps maximum des interventions est fixé à cinq minutes. J'espère que s'il y a des exceptions, elles seront les plus limitées possible.

Allocution de S. E. M. William J. Clinton, Président des États-Unis d'Amérique

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. William J. Clinton, Président des États-Unis d'Amérique.

S. E. M. William J. Clinton, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté à la tribune.

Le Président Clinton (*interprétation de l'anglais*) : Cette semaine, l'ONU a 50 ans. Les rêves de ses fondateurs n'ont pas été complètement réalisés. Mais ses promesses demeurent.

L'utilité de l'ONU se fait sentir dans le monde entier : dans les corps bien nourris d'enfants jadis affamés; dans les vies plus longues de ceux qui sont immunisés contre la maladie; dans les yeux des étudiants avides d'apprendre; dans l'environnement préservé; dans la protection des réfugiés; dans le maintien de la paix; et, plus récemment, dans la défense des droits de l'homme et des potentiels humains qu'offrent femmes et enfants, dont a été témoin la Conférence de Beijing.

L'ONU est le fruit de la confiance et de la compréhension : confiance en la capacité de peuples différents à oeuvrer ensemble en faveur de la tolérance, de la décence et de la paix; compréhension du fait que cette confiance sera toujours mise à l'épreuve par les forces de l'intolérance, de la dépravation et de l'agression. Maintenant nous

devons mobiliser cette confiance — et agir sur la base de la compréhension — pour relever les défis d'une nouvelle ère.

Aux États-Unis, certains se demandent : Pourquoi faut-il s'occuper de l'ONU? L'Amérique est puissante. Elle peut faire cavalier seul. Et nous agissons seuls s'il le faut. Mais il ne faut pas que mes compatriotes oublient que le fait d'oeuvrer avec l'ONU est utile à nos valeurs et à nos intérêts. L'ONU aide ceux qui recherchent la paix, qui fournissent de l'aide, qui défendent la liberté et les droits de l'homme, qui oeuvrent à la prospérité économique et qui protègent notre planète en répartissant les risques, en partageant le fardeau et en augmentant la portée de nos efforts communs.

L'année dernière, j'ai promis que les États-Unis continueraient de contribuer sensiblement aux finances de l'ONU. Historiquement, les États-Unis ont été — et restent aujourd'hui — le pays dont la contribution à l'ONU est la plus importante. Mais je suis déterminé à ce que nous honorions nos obligations, et je travaille en collaboration avec notre Congrès à cette fin. Tous ceux qui contribuent aux travaux de l'ONU et qui se préoccupent de son avenir doivent également s'attacher à la réformer, à mettre fin à l'inefficacité bureaucratique et aux priorités dépassées. L'ONU doit pouvoir montrer que les fonds qu'elle reçoit servent à sauver et à enrichir la vie des peuples et non à couvrir des dépenses inutiles.

Pour procéder à une réforme, il faut démanteler les fiefs bureaucratiques, éliminer les institutions spécialisées obsolètes, et faire plus avec moins. L'ONU doit être réformée pour demeurer utile et renforcer le rôle qu'elle joue dans la marche vers la liberté, la paix et la prospérité. Nous le constatons dans le monde entier. Au Moyen-Orient et en Irlande du Nord, les peuples se détournent d'un passé violent pour se tourner vers un avenir de paix. En Afrique du Sud et en Haïti, à de longues nuits de crainte ont succédé de nouveaux jours de liberté. Dans tout cet hémisphère, chaque nation — à l'exception d'une seule — a choisi la démocratie. Et l'objectif d'une Europe intégrée, pacifique et démocratique est maintenant à notre portée pour la première fois.

Dans les Balkans, la volonté de la communauté internationale et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a rendu les perspectives de paix plus brillantes qu'elles ne l'ont jamais été au cours des quatre dernières années. Qu'il me soit permis de saluer, au nom du peuple bosniaque, les efforts déployés par l'ONU. Les nations qui ont pris part à la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) ont permis d'éviter que ne

soit encore plus lourd le tribut payé à cette terrible guerre en pertes humaines, en blessures non cicatrisées, en enfants affamés. La semaine prochaine, les parties au conflit en Bosnie se rencontreront à Dayton, Ohio, sous les auspices des États-Unis et de leurs partenaires du Groupe de contact — la Russie, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne — afin d'intensifier la quête de paix. De nombreuses différences fondamentales demeurent. Mais j'exhorte les parties à saisir cette chance pour parvenir à un règlement. Si elles réussissent à instaurer la paix, les États-Unis seront aux côtés de leurs amis et alliés pour les aider à la consolider.

Dans le monde entier les peuples aspirent à vivre en paix, et ce rêve commence à devenir réalité.

Mais notre époque n'est pas à l'abri des dangers. Alors que la guerre froide a cédé la place au village mondial, trop de peuples restent victimes de la pauvreté, de la maladie et du sous-développement. Nous sommes tous exposés aux effets de la haine ethnique et religieuse, de l'agression imprudente de la part d'États sans scrupules, du terrorisme, du crime organisé, du trafic de stupéfiants et de la prolifération des armes de destruction massive.

L'émergence de l'ère de l'information et de la technologie nous a tous rapprochés et nous a donné des occasions extraordinaires d'édifier un avenir meilleur. Mais si dans notre village mondial les progrès peuvent se propager rapidement, il en va de même des troubles. Les troubles qui éclatent à l'autre bout de la ville ne tardent pas à frapper chaque foyer. Nous ne pouvons pas mettre nos quartiers à l'abri des crimes liés au trafic des stupéfiants sans l'aide des pays où se fabriquent les drogues. Nous ne pouvons pas capturer les terroristes sans l'assistance des autres gouvernements. Nous ne pouvons pas prospérer ou préserver notre environnement tant que le développement durable n'est pas une réalité pour tous. Et notre vigilance ne peut à elle seule empêcher que les armes nucléaires qui sont stockées à l'autre bout du monde ne tombent entre de mauvaises mains.

La coopération n'est nulle part plus cruciale que dans les efforts qui sont faits pour lutter contre des groupes toujours plus étroitement liés pour semer la terreur, contre le crime organisé, le trafic de stupéfiants et la prolifération d'armes de destruction massive. Personne n'est à l'abri : ni le territoire japonais, où des terroristes ont répandu du gaz neurotoxique dans le métro et empoisonné des milliers de personnes; ni l'Amérique latine ou l'Asie du Sud-Est où des narcotrafiquants usant d'armes importées ont assassiné des juges, des journalistes, des policiers et des passants innocents; ni en Israël, ni en France où des propagateurs de

haine ont fait exploser des autobus et des trains pleins d'enfants avec des valises piégées à l'aide d'explosifs importés clandestinement; ni dans l'ex-Union soviétique ni en Europe centrale, où des bandes de criminels cherchent à affaiblir les nouvelles démocraties et s'attaquent à des hommes et des femmes respectables qui oeuvrent pour leur pays; et ni aux États-Unis où des terroristes locaux ont fait exploser un bâtiment fédéral au coeur de l'Amérique, et où des terroristes étrangers ont essayé de faire sauter le World Trade Center et ont ourdi la destruction de la salle même où nous nous réunissons aujourd'hui.

Ces forces compromettent la tendance générale à la paix et à la liberté dans le monde et ébranlent les nouvelles démocraties fragiles, sapent la volonté des pays en développement et menacent les efforts que nous faisons pour édifier un monde plus sûr et plus prospère. J'invite donc toutes les nations à se joindre à nous pour lutter contre elles. Nos efforts communs peuvent aboutir à des résultats. Pour réduire la menace que posent les armes de destruction massive, nous travaillons avec la Russie en vue de réduire des deux tiers les arsenaux nucléaires. Nous appuyons l'Ukraine, le Kazakhstan et le Bélarus qui éliminent de leur territoire des armes nucléaires. Nous collaborons avec les États de l'ex-Union soviétique afin de sauvegarder les matières nucléaires et de les transformer à des fins pacifiques. La Corée du Nord a accepté de geler son programme nucléaire sous surveillance internationale. De nombreux pays présents dans cette salle ont réussi à obtenir la prorogation indéfinie du Traité sur la non-prolifération.

Pour endiguer le flux des stupéfiants et faire obstacle à la prolifération du crime organisé, nous coopérons avec de nombreux pays, en partageant les renseignements, en fournissant un appui militaire et en déployant des efforts pour lutter contre la corruption. Les résultats s'en viennent. Avec les autorités colombiennes nous avons pris des mesures énergiques contre les cartels qui contrôlent le marché mondial de la cocaïne. Il y a deux ans, ils vivaient comme des milliardaires et au-dessus de la loi; maintenant nombre d'entre eux vivent comme des prisonniers, derrière des barreaux.

Pour s'attaquer aux terroristes il faut maintenir des sanctions fortes contre les États qui financent le terrorisme et défient la primauté du droit, comme l'Iran, l'Iraq, la Libye et le Soudan. Aujourd'hui nous leur demandons de nouveau d'abandonner cette voie. Entre-temps nous avons redoublé d'efforts pour faire respecter la loi et renforcer notre coopération avec les autres pays.

Rien ne peut nous rendre invulnérables. Mais nous pouvons tous devenir moins vulnérables en travaillant ensemble. C'est pourquoi, aujourd'hui, j'annonce de nouvelles initiatives de nature à lutter contre le crime organisé à l'échelle internationale, le trafic des stupéfiants, le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive — certaines de ces initiatives pourront être prises par chacun tandis que d'autres pourront, espérons-nous, être prises ensemble — qui prendront la forme d'une déclaration internationale pour promouvoir la sécurité des citoyens du monde.

Tout d'abord, je vais mentionner les mesures que nous allons prendre : hier j'ai demandé au Gouvernement d'identifier les pays qui tolèrent le blanchiment de l'argent et de leur donner un avertissement. Des entreprises criminelles font circuler en toute impunité de vastes profits illicites grâce au système financier international. Il ne faut pas leur permettre de laver le sang dont sont responsables les profits tirés de la vente des stupéfiants, de la terreur et du crime organisé. Les pays devraient demander à leurs banques et à leurs systèmes financiers de respecter les normes internationales qui s'opposent au blanchiment de l'argent. Nous travaillerons avec eux à cette fin. S'ils refusent, des sanctions appropriées seront envisagées. Ensuite, j'ai demandé à notre gouvernement d'identifier les sociétés-écrans et de geler les avoirs du plus grand réseau du monde, le cartel de Cali, afin de lui couper tout ce qui lui est vital et d'empêcher nos propres peuples de traiter sans le savoir avec ses sociétés. Enfin, j'ai demandé au Département de la justice de promulguer des normes législatives pour doter les autres institutions d'instruments dont ils ont besoin pour faire face aux activités du crime organisé.

Étant donné qu'il nous faut gagner cette bataille ensemble, j'invite maintenant tous les pays à oeuvrer ensemble pour négocier et approuver une déclaration sur le crime international et la sécurité des citoyens.

Cette déclaration devrait comprendre, premièrement, l'engagement de ne pas servir de pays d'asile, afin qu'ensemble nous puissions dire aux criminels organisés, aux terroristes, aux trafiquants de drogue et aux contrebandiers : «Il n'est pas un seul endroit où vous puissiez fuir et où vous puissiez vous cacher.»

Deuxièmement, elle doit comprendre un pacte contre le terrorisme afin que tous ensemble nous puissions exhorter davantage d'États à ratifier les traités antiterrorisme existants.

tants et à travailler avec nous pour fermer les marchés clandestins qui procurent aux terroristes et aux criminels des armes à feu et de faux papiers.

Troisièmement, il doit y avoir une offensive antistupéfiants. Le commerce international de drogue empoisonne les gens, engendre la violence et détruit le tissu moral de nos sociétés. Nous devons intensifier la lutte contre les cartels de la drogue et détruire les cultures destinées à la fabrication de stupéfiants. Et nous, pays consommateurs comme le sont les États-Unis, nous devons faire baisser la demande de stupéfiants.

Quatrièmement, il faut qu'il existe un partenariat efficace avec les forces de police. Les organisations criminelles internationales prennent pour cibles les pays où les services chargés d'appliquer la loi n'ont ni les ressources ni l'expérience nécessaires pour les arrêter. Afin d'aider la police dans les nouvelles démocraties d'Europe centrale, la Hongrie et les États-Unis ont créé à Budapest une académie pour l'application du droit international. Nous devrions à présent envisager de créer dans le monde un réseau de centres afin de mettre en commun les dernières techniques en matière de lutte contre le crime.

Cinquièmement, un effort en matière de contrôle des armes illégales et des substances mortelles est nécessaire et nous devons tous y contribuer. Un paquet de la taille d'une boîte servant à contenir le repas d'un enfant contenait le gaz toxique utilisé pour semer la terreur à Tokyo. Un morceau de plutonium pas plus gros qu'une boîte de soda est suffisant pour fabriquer une bombe atomique.

Tirant parti des efforts déjà entrepris avec les États de l'ex-Union soviétique et avec nos partenaires du G-7, nous nous efforcerons de mieux comptabiliser, entreposer et protéger les matières ayant un puissant pouvoir de destruction. Nous devons renforcer la Convention sur les armes biologiques, adopter l'an prochain un traité d'interdiction complète des essais et finalement éliminer ce fléau meurtrier que constituent les mines terrestres. Nous devons engager d'autres pays et nos parlements à ratifier la Convention sur les armes chimiques et multiplier nos efforts pour combattre les réseaux mondiaux d'armes illégales qui approvisionnent le terrorisme, équipent les cartels de la drogue et prolongent les conflits meurtriers.

C'est un ordre du jour vaste et ambitieux, mais que nous devons réaliser, et réaliser ensemble.

Il y a 50 ans, alors que se déroulait à San Francisco la conférence qui devait donner naissance à l'Organisation des

Nations Unies, un jeune héros de guerre américain notait pour un journal ses impressions sur cet événement :

«Le G. I. moyen de la rue ne semble pas avoir une idée très précise de ce à quoi se rapporte cette réunion.»

C'est ce qu'écrivait le jeune John F. Kennedy.

«Mais c'est un *Marine* — un sergent couvert de médailles — qui a le mieux traduit le sentiment général quand il a dit : “Je ne sais pas exactement ce qu'ils font, mais s'ils pouvaient s'arranger pour que nous n'ayons plus à nous battre, je serais pour.”»

Les Nations Unies n'ont pas mis fin à la guerre, mais elles l'ont rendue moins probable et elles ont aidé de nombreuses nations à abandonner la guerre pour la paix. Les Nations Unies n'ont pas mis fin aux souffrances humaines, mais elles ont pansé les plaies et prolongé la vie de millions d'êtres humains. Les Nations Unies n'ont pas éliminé la répression ou la pauvreté de la surface de la terre, mais elles ont fait avancer la cause de la liberté et de la prospérité sur chaque continent. Les Nations Unies n'ont pas été tout ce que nous aurions souhaité qu'elles soient, mais elles ont été une force pour le bien et un rempart contre le mal. Ainsi, à l'aube d'un nouveau millénaire plein de promesses mais lourd de dangers, nous avons encore besoin des Nations Unies. Donc, pendant 50 ans et davantage, les États-Unis en seront partie.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président des États-Unis d'Amérique de sa déclaration.

S. E. M. William J. Clinton, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Leonid D. Kuchma, Président de l'Ukraine

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Leonid D. Kuchma, Président de l'Ukraine.

S. E. M. Leonid D. Kuchma, Président de l'Ukraine, est escorté à la tribune.

Le Président Kuchma (*parle ukrainien; interprétation à partir d'un texte anglais fourni par la délégation*) : Parlant de la plus noble tribune de la planète, j'éprouve un sentiment de fierté, de reconnaissance et d'espoir. Je suis fier de la sagesse et de la perspicacité des pères fondateurs

des Nations Unies qui ont réellement jeté les bases d'un nouvel ordre mondial. Défiant l'histoire, ils ont tenté d'opposer le pacifisme et l'assistance mutuelle aux forces de l'hostilité et de l'intolérance; et, pour la première fois, c'est ce qui s'est passé. C'est ainsi que les peuples de la terre ont reçu un unique instrument pour renforcer l'humanité en tant qu'organisme universel unique dans leurs efforts pour survivre et ériger un monde meilleur.

Je suis doublement fier de tout cela parce que des représentants de notre peuple figuraient parmi les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies. L'ONU est probablement la seule instance universelle où l'Ukraine a pu proclamer son existence en tant que pays. L'appui de l'ONU a favorisé la réalisation de notre aspiration de longue date à avoir notre propre État.

Enfin, nous plaçons de grands espoirs dans l'avenir de l'ONU, qui nous rapproche du moment où nous pourrions dire que les Nations Unies signifient un monde uni.

Maintenant que l'époque du grand affrontement idéologique est révolue, l'humanité a réussi à réduire sensiblement la menace d'autodestruction par conflagration nucléaire et à mettre en place des mécanismes de sécurité internationale suffisamment fiables.

Je suis heureux d'indiquer que l'Ukraine a apporté une contribution particulière à la cause du désarmement. L'Ukraine, troisième État nucléaire du monde, a été le premier pays au monde à renoncer volontairement aux armes nucléaires et à son statut d'État nucléaire. Cela a toutefois entraîné pour nous des pertes économiques et des problèmes écologiques énormes.

Je suis convaincu que l'octroi aux pays qui renoncent aux armes nucléaires d'un statut spécial, assorti de garanties internationales de sécurité, d'une aide financière et technique globale et d'encouragements, accélérerait énormément le processus du désarmement nucléaire. Cela pourrait être réalisé au moyen d'un nouveau programme des Nations Unies pour faire du monde du XXIe siècle un monde exempt d'armes nucléaires.

Les activités de maintien de la paix des Nations Unies exigent une amélioration constante et une efficacité accrue. Cela implique avant tout une réorientation des conflits vers la diplomatie préventive. Une façon de promouvoir cet objectif serait de placer les nouveaux États en cours de formation sous la tutelle des Nations Unies, afin de rendre inadmissible le recours à la force et de veiller au respect des normes établies du droit international.

En même temps, la communauté internationale devrait adapter son attitude vis-à-vis du séparatisme — qui très souvent est la cause première des conflits locaux et qui pourrait bien devenir le défi le plus grave qu'ait à relever le monde du XXIe siècle — en fonction des réalités de l'heure.

La disparition d'un monde divisé en systèmes antagonistes est liée aux profondes transformations internes des pays postsocialistes. Je suis convaincu de la nécessité d'établir le régime le plus favorable possible à l'intégration de ces pays dans la communauté internationale. La création, aux Nations Unies, d'un nouveau conseil de sécurité économique — de même niveau que le Conseil de sécurité, dont il aurait le poids et l'influence — encouragerait l'élaboration de propositions précises en faveur d'un appui international au développement de ces pays. Un tel organe pourrait servir à identifier les perspectives stratégiques en matière de développement de l'humanité et d'efforts préventifs dans les décennies à venir.

L'Organisation des Nations Unies a été créée par des gens qui avaient compris que les nations, les peuples et les États sont les éléments interdépendants et complémentaires d'une entité unique appelée humanité. La présence aujourd'hui dans cette salle d'un nombre sans précédent de dirigeants venus du monde entier est la preuve manifeste qu'ils appuient l'ONU en cette étape cruciale de son évolution. La tâche la plus importante pour l'ONU aujourd'hui est de se définir en fonction de ces conditions nouvelles et de suivre la voie tracée par les réalités de notre existence. La réalisation de cette tâche serait source de santé morale, de force et de longévité pour les Nations Unies.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de l'Ukraine de sa déclaration.

S. E. M. Leonid D. Kuchma, Président de l'Ukraine, est escorté de la tribune.

Allocution de Sa Majesté le Roi Hussein Ibn Talal, Roi du Royaume hachémite de Jordanie

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de Sa Majesté le Roi Hussein Ibn Talal, Roi du Royaume hachémite de Jordanie.

Sa Majesté le Roi Hussein Ibn Talal, Roi du Royaume hachémite de Jordanie, est escortée à la tribune.

Sa Majesté le Roi Hussein Ibn Talal (*interprétation de l'arabe*) : C'est avec plaisir que je vous salue tous et que j'exprime ma grande fierté d'être parmi vous aujourd'hui, et de représenter mon pays, la Jordanie, alors que nous célébrons le cinquantième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies. En vous adressant mes sincères félicitations, à vous-même, Monsieur le Président, et au Secrétaire général, je rappelle avec respect et estime les fondateurs qui ont oeuvré diligemment et avec sincérité pour consolider les principes de la légalité internationale, développer le rôle de l'Organisation et préserver son noble message.

Je ne suis peut-être pas le chef d'État le plus âgé parmi vous; mais Dieu a voulu que je sois celui qui ait servi le plus longtemps, et celui qui a eu affaire à l'Organisation des Nations Unies pendant la période la plus longue. Cela m'a permis de suivre son évolution au cours des décennies. Je me rappelle, tout jeune encore, avoir été le témoin des efforts déployés par des hommes tels que Trygve Lie, le Comte Bernadotte, Ralph Bunche, l'Ambassadeur Pierre Spinelli, Dag Hammarskjöld, cet homme extraordinaire, ainsi que Gunnar Jarring et nombre d'autres qui ont servi la cause de la paix et de la stabilité dans notre région.

Alors que nous reconnaissons notre dette envers les hommes et les femmes de l'ONU qui ont oeuvré au cours des années pour préserver la paix dans notre région, nous, Jordaniens, nous sentons fiers d'avoir contribué à servir les mêmes idéaux élevés dans d'autres parties du monde. Le nombre de Jordaniens qui ont participé à des missions de maintien de la paix des Nations Unies au cours des dernières années s'élève à près de 15 000. En fait, la Jordanie occupe le cinquième rang parmi les pays du monde qui fournissent des contingents à ces nobles missions.

Mon pays a beaucoup souffert et enduré des guerres qui se sont succédé dans la région du Moyen-Orient et qui ont provoqué la tragédie du peuple palestinien. Nous avons absorbé les conséquences humaines de leur sort d'une manière honorable, sans parallèle dans la région. La Jordanie est devenue pour ce peuple une terre d'asile et la patrie de tous, indépendamment de leurs origines. Lorsque la guerre froide s'est terminée et que nous avons eu l'occasion de mettre fin au conflit du Moyen-Orient, nous n'ignorions pas que la paix d'ensemble que nous recherchions exigeait de tous les dirigeants qu'ils fassent preuve de sagesse et de courage et qu'ils recourent à la règle du droit international pour régler les différends entre les peuples. Nous avons pris cette voie avec confiance et avons accompli beaucoup.

Aujourd'hui, nous célébrons le premier anniversaire du traité de paix jordano-israélien qui, nous l'espérons, sera une base principale dans le processus d'une paix d'ensemble, juste et durable dans la région, paix qui permettra à tous les peuples de la région de reprendre le cours de leur développement et d'édifier une vie meilleure pour les générations futures.

Au cours de l'année écoulée, nous avons pu traiter de façon exhaustive toutes les clauses du traité régissant les relations futures entre la Jordanie et Israël. Je suis heureux d'annoncer, du haut de cette tribune, que les jeunes pilotes des Forces aériennes royales jordaniennes et des Forces aériennes israéliennes ont survolé aujourd'hui les cieux de leurs deux pays en formations conjointes pour honorer leurs camarades martyrs, saluer leurs compatriotes et symboliser la paix et l'attachement à sa sauvegarde.

La paix, la pauvreté et le sous-développement ne peuvent coexister dans la même région. D'où le sommet économique d'Amman, qui viendra inaugurer un nouvel effort de développement complet dans la région et souligner le concept de la coopération entre les peuples de la région en vue d'améliorer leurs niveaux de vie et de consolider la paix et la coopération régionale entre eux.

Qu'il me soit permis, en cette occasion, de remercier cette Organisation d'avoir annoncé, vendredi dernier, la création en Jordanie de l'Académie internationale de formation des dirigeants. Cette académie sera la première en son genre pour les futurs dirigeants dans le monde et la première branche de l'Université des Nations Unies au Moyen-Orient.

Cinquante ans se sont écoulés depuis la fondation de l'ONU. Depuis lors, certains États Membres ont connu des changements fondamentaux. C'est le moment de passer en revue la structure et les systèmes des organisations et institutions internationales. Il est primordial de réexaminer le Conseil de sécurité et la nature de sa composition afin que l'Organisation puisse refléter le monde d'aujourd'hui, ce qui est indispensable si l'on veut que l'ONU se régénère et relève les nouveaux défis qui l'attendent.

De nombreuses régions du monde continuent aujourd'hui de subir des tensions et des conflits. D'autres vivent dans l'ombre de la pauvreté, de l'arriération et des abus des droits de l'homme. Il est grand temps que la communauté internationale se mobilise pour alléger les souffrances de ces peuples et les aider à surmonter leurs problèmes et leurs épreuves. À cet égard, la Jordanie, mue par sa foi et ses convictions, continuera d'être un exemple

vivant de pluralisme harmonieux, de démocratie, de liberté et de respect des droits de l'homme. Une fois de plus, je vous salue tous et souhaite à cette Organisation tout le succès et le progrès possibles. Que Dieu vous bénisse tous.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Roi du Royaume hachémite de Jordanie de sa déclaration.

Sa Majesté le Roi Hussein Ibn Talal, Roi du Royaume hachémite de Jordanie, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. Mme Chandrika Bandaranaike Kumaratunga, Présidente de la République socialiste démocratique de Sri Lanka

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. l'Honorable Chandrika Bandaranaike Kumaratunga, Présidente de la République socialiste démocratique de Sri Lanka.

S. E. l'Honorable Chandrika Bandaranaike Kumaratunga, Présidente de la République socialiste démocratique de Sri Lanka, est escortée à la tribune.

La Présidente Chandrika Bandaranaike Kamaratunga (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis de vous adresser mes meilleurs voeux à l'occasion de votre accession à la présidence. Je suis profondément honorée de représenter le peuple de Sri Lanka en cette occasion historique.

Sri Lanka a toujours placé de grands espoirs dans une action collective efficace de l'Organisation des Nations Unies en vue de réaliser notre objectif central de développement socio-économique et d'assurer ainsi la stabilité et la paix sociales pour notre peuple.

La transition de l'époque de la guerre froide vers un nouvel ordre mondial a déplacé l'arène de conflits du plan international au plan national. Quelle que soit leur origine, ces conflits — qu'ils soient d'ordre religieux, racial ou autre — découlent de la pauvreté et de l'inégalité sociale. Nous estimons par conséquent que les fondements de la paix doivent reposer sur la stabilité économique et sociale.

Le nouvel Ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies, qui porte essentiellement sur les opérations de maintien de la paix, a eu un effet négatif sur le processus de développement.

En tant que pays en développement, Sri Lanka attache beaucoup d'importance au rôle que l'ONU peut et doit jouer

pour faire progresser le processus de développement. Tant que les principes de la Déclaration sur le droit au développement, adoptée en 1986, ne seront pas concrètement appliqués et pleinement appuyés par les pays aussi bien développés qu'en développement, il sera impossible au processus de développement de progresser suffisamment.

Nous estimons que le renforcement effectif du système des Nations Unies est une condition préalable essentielle à la réalisation de ces objectifs. L'Organisation, malheureusement, est parfois perçue par les États les plus vulnérables comme un instrument mis essentiellement au secours des intérêts des États les plus puissants. Nous saluons l'initiative opportune qu'a prise le Président de l'Assemblée générale à sa session de l'année dernière en vue de renforcer le système des Nations Unies et d'accroître son pouvoir d'action.

Pour que ce pouvoir d'action soit efficace, il faut : premièrement, ne pas sacrifier les priorités du développement à la poursuite d'opérations politico-militaires, qui doivent être établies sur la base de niveaux réalistes, voire modestes. Deuxièmement, dans tous les domaines, la prise de décisions de l'ONU doit se fonder sur le plein accord de tous les Membres et le Conseil de sécurité en particulier doit devenir plus représentatif et répondre davantage aux intérêts de l'ensemble des Membres de l'ONU. Troisièmement, il faut honorer et poursuivre avec diligence les engagements contractés en faveur de l'action multilatérale dans tous les domaines. Bref, le processus de revitalisation doit servir à renforcer la capacité de l'ONU et non à réaliser simplement des économies et réduire sa portée.

Dans l'indice du développement humain, Sri Lanka figure parmi les principaux pays en développement, mais il a été traumatisé par des tensions ethniques que les forces terroristes et chauvinistes ont maintenues à un niveau anormalement élevé. Néanmoins, mon gouvernement est résolu à s'acquitter de son mandat en cherchant, au moyen de négociations politiques, à régler nos problèmes et à faire ainsi en sorte que notre peuple puisse jouir de la paix, de la sécurité et de la liberté.

Des obstacles se dressent toutefois sur notre chemin. Un groupe armé qui prétend représenter une minorité ethnique s'est engagé dans des actes de violence contre les gouvernements élus par le peuple qui se sont succédé, les empêchant de faire régner la paix et la justice pour tous dans notre pays. Ce groupe, qui opère également sur le sol étranger, maintient un réseau international qui collecte des fonds en recourant à des moyens coercitifs et au chantage. Ce réseau entretient des liens étroits avec des puissants

intérêts commerciaux qui se livrent au trafic des stupéfiants, au commerce d'armes illicites et au passage clandestin d'immigrants illégaux. Une action internationale concertée est essentielle pour combattre le terrorisme et pour obliger les terroristes à renoncer à la violence et à se joindre au processus démocratique. Une action effective entreprise à cette fin a été déjouée du fait d'un vain débat philosophique sur la nature du terrorisme.

Cependant, au sein de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), il a été possible de surmonter cette difficulté en axant l'attention sur les manifestations du terrorisme. La Convention sur la suppression du terrorisme, ratifiée par l'ASACR, prévoit une réponse collective qui repose sur un régime juridique complet et des mesures pratiques pour lutter contre le terrorisme.

J'invite l'ONU à prendre des mesures similaires pour donner un effet juridique aux obligations découlant de la Déclaration sur l'élimination du terrorisme, adoptée l'année dernière. Je me félicite de la déclaration prononcée par le Président Clinton à cet égard. Il faut espérer qu'il sera possible, grâce à la prise de conscience commune des conséquences du terrorisme, du trafic des stupéfiants et autres activités antisociales du même genre, d'entrer dans une ère nouvelle de coopération internationale pour lutter contre ces problèmes.

Mon gouvernement entend fournir à Sri Lanka toutes les possibilités aux fins de favoriser le plein épanouissement de la personne humaine. Tout en encourageant une rapide croissance économique, Sri Lanka entend distribuer équitablement les bénéfices qui en résultent. Cela implique le maintien d'institutions démocratiques et la protection des droits de l'homme. Ce faisant la politique devient l'accomplissement d'une mission publique où la prise de décisions est transparente et à l'abri de la corruption et où toute personne assumant des fonctions publiques est responsable de ses actions.

Enfin, l'Organisation des Nations Unies sera essentiellement ce que nous, États Membres, en ferons, et non pas ce que chaque État cherche à en retirer.

Au nom du Gouvernement et du peuple sri-lankais, je saisis cette occasion pour souhaiter plein succès à l'Organisation des Nations Unies dans les efforts qu'elle déploie pour que les rêves de toutes les nations deviennent une réalité ayant des aspects divers mais harmonieux.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie la Présidente de la République socialiste démocratique de Sri Lanka de sa déclaration.

S. E. l'Honorable Chandrika Bandaranaike Kumaratunga, Présidente de la République socialiste démocratique de Sri Lanka, est escortée de la tribune.

Allocution de S. E. M. Sam Nujoma, Président de la République de Namibie

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Sam Nujoma, Président de la République de Namibie.

S. E. M. Sam Nujoma, Président de la République de Namibie, est escorté à la tribune.

Le Président Nujoma (*interprétation de l'anglais*) : Nous sommes réunis ici, en cette occasion historique pour louer l'Organisation des Nations Unies de ses importantes réalisations et pour rendre un hommage bien mérité à ses fondateurs.

Il convient de célébrer la naissance, la longévité et les réalisations de l'ONU. Le monde est devenu un lieu plus sûr grâce à l'ONU, et l'intérêt qu'elle continue de présenter ne saurait être mis en cause. Nos pensées doivent cependant aller au-delà de la célébration et converger vers l'avenir.

Ces 50 dernières années, l'Organisation a servi l'humanité en tant que marché universel de grandes idées et d'action collective. Dès sa création, l'ONU a eu ses critiques et, parmi eux, ses prophètes de malheur. En vérité, après 50 ans, l'Organisation existe toujours et se porte bien. Ses malheurs ont été exagérés. Ses échecs sont dus aux États Membres et non à l'Organisation.

Les 50 années d'existence de l'ONU ont rapproché les peuples du monde comme jamais auparavant. Le monde d'aujourd'hui est véritablement un village mondial. Au cours de cette période, nous avons également assisté à de nouvelles conquêtes dans les domaines de la science et de la technique et de l'information, ainsi qu'à des progrès dans le domaine du respect de la personne humaine et de l'environnement.

Plus que jamais, nous avons pris conscience que ce monde est le nôtre, qu'il appartient à tous les pays, qu'ils soient riches ou pauvres, développés ou en développement, grands ou petits. Oeuvrons donc ensemble pour assurer la sécurité de notre planète, de nos océans et de notre espace

et pour développer sur une base durable et pour tous cet héritage commun de l'humanité.

C'est en Namibie, qu'a été mené l'un des derniers combats importants en Afrique contre la tyrannie et la brutalité coloniales. La décolonisation est l'oeuvre la plus importante des Nations Unies et de l'humanité. La Namibie est un brillant exemple du rôle décisif que les Nations Unies ont joué dans ce domaine.

On peut dire que l'Organisation des Nations Unies s'est inspirée de l'expérience namibienne pour mettre au point des normes internationales de maintien de la paix et des modalités de transformation politique. Je soulignerai, cependant, que cette réussite est due à la volonté des Namibiens de coopérer avec le GANUPT. C'est un succès dont notre Organisation peut être fière.

La Namibie a pleinement intégré dans sa constitution les idéaux démocratiques, les droits de l'homme fondamentaux, les libertés fondamentales et la protection de l'environnement. Elle s'efforce maintenant de faire en sorte que les idéaux de la constitution soient présents dans les coeurs et les esprits de ses citoyens. Fort heureusement, les droits des femmes, des enfants, des travailleurs immigrés, en fait de tous les être humains, sont maintenant respectés et défendus partout dans le monde grâce aux constitutions et aux lois de nombreux pays.

Alors que l'Organisation des Nations Unies s'engage vers son deuxième jubilé, nous devons oublier les malentendus du passé et renoncer à la manière dont sont conduites les relations entre États. Les séquelles de la guerre froide doivent céder le pas à la coopération dans le cadre du nouvel ordre mondial qui émerge. La restructuration du Conseil de sécurité, qui se fait attendre depuis trop longtemps, devrait être menée conformément aux principes de la démocratie, de l'égalité souveraine des États, d'une représentation géographique équitable et de la transparence. Ce n'est qu'alors qu'il sera possible de rehausser la légitimité et l'efficacité du Conseil. Les idées réalisables ne manquent pas pour apporter la réforme nécessaire qui tiendra compte des intérêts légitimes de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine en tant que membres permanents et non permanents du Conseil de sécurité. Inutile d'ajouter que cette réforme ne doit compromettre ni l'autorité ni l'importance de l'Assemblée générale.

Certes, l'Organisation est loin d'être parfaite, mais il s'agit pour nous du seul véritable forum où les petits pays en développement, comme la Namibie, peuvent faire entendre leur voix sur une base égalitaire. Cette Assemblée est au

centre de la coopération et de la diplomatie multilatérales comme l'envisageait à l'origine la Charte des Nations Unies. En conséquence, c'est ici qu'il faut renouveler notre engagement.

Au cours des prochaines 50 années et au-delà, les Nations Unies devront encourager l'interdépendance, l'équité et la loyauté entre les nations et peuples aux fins d'éliminer le fossé toujours plus large qui sépare le Nord, riche, et le Sud, pauvre. L'avenir appartient à la jeunesse et aux enfants. Notre devoir collectif doit être de renforcer leur vision d'un avenir de paix, d'harmonie et de prospérité dans un esprit de fraternité et de coopération.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président de la République de Namibie pour la déclaration qu'il vient de prononcer.

M. Sam Nujoma, Président de la République de Namibie, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Frederick J. T. Chiluba, Président de la République de Zambie

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Frederick J. T. Chiluba, Président de la République de Zambie.

S. E. M. Frederick J. T. Chiluba, Président de la République de Zambie, est escorté à la tribune.

Le Président Chiluba (*interprétation de l'anglais*) : Qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de vous féliciter et de vous rendre hommage, pour votre élection bien méritée à ces hautes fonctions de Président de l'Assemblée générale, à sa cinquantième session. Nous sommes certains que sous votre direction compétente les travaux de l'Assemblée se dérouleront avec succès.

Je souhaite réaffirmer la foi inébranlable de la Zambie en l'Organisation des Nations Unies. Je tiens une fois encore à réaffirmer l'attachement de mon pays et de mon gouvernement aux principes de l'Organisation des Nations Unies, auxquels nous souscrivons sans réserve.

Dans un monde où croissent défis et tensions, l'Organisation ne cesse depuis sa création en 1945 de s'acquitter avec compétence de ses fonctions, et elle mérite nos remerciements et notre gratitude. Certains de ses responsables et de ses personnels ont fait le sacrifice suprême de leur vie

dans l'exécution désintéressée de leurs tâches. Parmi eux, le deuxième Secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld, est mort sur le sol de la Zambie dans un accident d'avion survenu le 17 septembre 1961. Nous devons toujours nous souvenir d'eux et de leur courage.

La Zambie est pleinement convaincue que l'Organisation des Nations Unies peut et doit faire encore mieux. Son efficacité doit être augmentée et renforcée. La Zambie se joint donc aux pays qui ont demandé une restructuration de l'Organisation des Nations Unies afin de lui permettre de faire face aux défis et aux exigences toujours plus nombreux.

L'Organisation, aujourd'hui, est confrontée à une crise de confiance et de crédibilité. Les structures de 1945, conçues pour répondre aux besoins de 50 pays Membres, formant un groupe presque homogène, dont le nombre a presque quadruplé depuis, ne sont plus en mesure de servir un monde plus vaste et plus large. Le nombre des Membres a augmenté, autant que la diversité régionale, ce qui exige une représentation plus large et plus équitable. Dans l'esprit d'une démocratie représentative authentique et d'une bonne administration, qu'incarne et personnifie l'Organisation, dans l'esprit de l'égalité entre les nations et dans la recherche d'une paix et d'une sécurité authentiques, l'Organisation doit être réformée afin d'englober une représentation géographique plus vaste.

Le Conseil de sécurité, en particulier, ne peut plus être maintenu comme un saint des saints, dont les membres sont les mêmes qu'à l'origine de l'Organisation et qui agissent comme des grands prêtres, prenant des décisions pour le reste du monde, ce qui n'est pas admis. Une représentation géographique élargie est la réponse.

Nous estimons qu'une Organisation restructurée et plus représentative serait mieux équipée pour répondre aux demandes croissantes et relever les défis devenus multifformes.

La Zambie estime également que l'efficacité restera un but éloigné tant que tous les Membres n'auront pas honoré leurs obligations et versé leur contribution financière à notre Organisation mondiale pour lui permettre de répondre à des exigences et à des défis accrus.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de la République de Zambie de sa déclaration.

S. E. M. Frederick J. T. Chiluba, Président de la République de Zambie, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Süleyman Demirel, Président de la République turque

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Süleyman Demirel, Président de la République turque.

S. E. M. Süleyman Demirel, Président de la République turque, est escorté à la tribune.

Le Président Demirel (*interprétation de l'anglais*) : C'est pour moi un honneur que de prendre la parole à cette réunion historique et en cette occasion solennelle qui nous est offerte de renouveler notre serment à l'égard du contrat mondial de l'humanité.

Il y a quelque 50 ans, l'ONU a été créée pour être un centre visant à harmoniser les actions des nations en vue de faire de notre monde un monde meilleur pour tous. La Charte de l'Organisation des Nations Unies devait fournir le schéma d'un nouvel ordre international. Toutefois, les premiers espoirs et les premières aspirations des fondateurs ont laissé place à la désillusion au cours des jours sombres de la guerre froide. On observe maintenant une renaissance généralisée de l'esprit positif qui prévalait il y a un demi-siècle.

Certains moments de l'histoire se détachent comme des événements marquants. Parfois, ils peuvent constituer de nouveaux commencements où les voies sont tracées qui façonnent des décennies, et même des siècles. C'est ainsi que devrait être le cinquantième anniversaire. Nous devrions saisir cette occasion pour adapter l'Organisation des Nations Unies de manière qu'elle puisse faire face aux nouveaux défis et exigences de notre époque, et là, il ne faut pas échouer.

Cette Organisation a été créée pour être un centre de rencontres d'hommes et de femmes qui croient aux rêves partagés. Elle devait être une tribune en quête d'une conscience collective.

On attend beaucoup de l'Organisation des Nations Unies. Elle est source aussi de beaucoup de déceptions. Il nous faut améliorer notre capacité d'aborder les problèmes à l'échelle mondiale.

Aucun pays ne peut être en paix si son voisin ne l'est pas. Conscients de cela, nous devons baser nos actions sur les concepts imbriqués de l'interdépendance démocratique, des règles du marché, de la coopération économique, de la légalité internationale et constitutionnelle, de la prospérité

et de la solidarité partagées. Ensemble, il faut résister résolument à ceux qui cherchent à saper nos espoirs et notre vision renouvelés, à ceux qui défient ouvertement nos valeurs communes et le droit international.

Il faut croire à notre force. N'oublions pas que, pour aller de l'avant, il faut y aller ensemble. Sachons que les peuples du monde entier exigent fermement que l'ONU leur tende une main secourable. Ne les décevons pas. Façonnons un nouveau plan d'action pour créer une Organisation qui restera fidèle aux idéaux de ses fondateurs.

À cette fin, il faut placer la diplomatie préventive en tête de notre ordre du jour; montrer que nous sommes résolus à déjouer l'agression sous toutes ses formes; renouveler nos engagements envers le rétablissement de la paix et l'imposition de la paix; redoubler d'efforts pour engager un processus de réforme véritable et approfondie de l'Organisation; créer un Conseil de sécurité qui soit plus représentatif, sensible, démocratique et responsable; revoir l'idée de la sécurité collective; augmenter la coopération entre l'ONU et les organisations régionales; s'attaquer aux problèmes qui découlent des sanctions imposées par l'ONU et établir un mécanisme pour l'application effective de l'Article 50 de la Charte; trouver des moyens originaux d'obtenir de nouvelles sources de financement; et continuer de donner la priorité dans notre Agenda pour le développement à un développement centré sur l'homme.

Eu égard à ce dernier point, je voudrais inviter tous les chefs d'État et de gouvernement à venir à Istanbul en juin 1996 pour participer au Sommet sur la ville, dans le cadre de la Conférence Habitat II, afin de débattre des manières de procurer des logements en nombre suffisant, un environnement sain et des services sociaux aux citoyens, ainsi qu'à ceux qui vivent dans d'autres établissements humains du monde.

L'avenir nous offre de l'espoir. Saisissons l'occasion et soyons fermes dans notre engagement à l'égard de notre destin commun. La Turquie occupe le deuxième rang sur la liste des pays qui ont subi des pertes en vies humaines dans les opérations de la paix sous le drapeau de l'ONU. Je renouvelle solennellement la volonté de la Turquie de continuer à porter sa part de responsabilité mondiale.

Pour accompagner ces remarques, j'aimerais citer un grand poète philosophe et humaniste turc, Yunus Emre, qui a lancé l'appel suivant aux peuples du monde il y a sept siècles :

(L'orateur cite en turc)

«Gelin tanis olalim,
Isi kolay kilalim.
Sevelim, sevillelim,
Dünya kimseye kalmaz.»

(L'orateur poursuit en anglais)

Ce qui veut dire :

«Venez, apprenons à nous connaître,
et facilitons-nous la vie.
Aimons et soyons aimés,
car ce monde n'appartient à personne pour
toujours.»

Voilà le message que j'ai apporté à cette réunion historique de la part du peuple d'un pays qui se trouve à la croisée des chemins des continents et des cultures et qui est attaché aux nobles principes consacrés dans la Charte des Nations Unies.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de la République de Turquie de sa déclaration.

S. E. M. Süleyman Demirel, Président de la République turque, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Pier Natalino Mularoni, Capitaine régent de la République de Saint-Marin

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Piero Natalino Mularoni, qui va parler au nom des Capitaines régents de Saint-Marin.

S. E. M. Pier Natalino Mularoni, Capitaine régent de la République de Saint-Marin, est escorté à la tribune.

Le Capitaine régent Mularoni (*parle en italien; interprétation d'après un texte anglais fourni par la délégation*) : En l'espace de 50 ans, un homme et une femme viennent au monde, grandissent, obtiennent un diplôme ou apprennent un métier, se marient et ont des enfants. Parfois, ils vivent assez longtemps pour accueillir et aimer leurs petits-enfants.

Ainsi, trois nouvelles générations ont suivi les 50 premières années de l'ONU. Une nouvelle génération doit alors être ajoutée, si l'on prend en considération la génération qui a été témoin de la création de l'Organisation après avoir connu la réalité tragique et douloureuse de la guerre mondiale.

La guerre peut être évitée si l'on a recours à des moyens pacifiques, à des négociations et grâce à la bonne volonté de ceux qui détiennent le pouvoir ou la force armée. Malgré ce message, les guerres sont toujours des événements dramatiques récurrents dans toutes les parties du monde.

Bien que les visées arrogantes et ambitieuses de suprématie demeurent la cause manifeste ou dissimulée de toutes les guerres, il est évident, du moins jusqu'à un certain point, que les facteurs déterminants ont changé.

Plus de guerres! Tel est l'appel ferme et résolu que le Capitaine régent de la République de Saint-Marin souhaite relancer devant l'Assemblée. Au fil des ans, cette même salle a été témoin de célébrations de nombreuses réalisations, du vrai partage et de la solution des problèmes des peuples, de la condamnation de traitements injustes et de dictatures, ainsi que l'admission de nombreux peuples jadis exploités par des régimes coloniaux, et opprimés par des systèmes intolérants. Aujourd'hui, cette Assemblée se félicite à l'avance de l'admission d'autres peuples, dont le droit à une patrie et à un territoire doit être enfin reconnu.

Plus de guerres! Tel est l'appel d'un petit pays qui est également l'un des Membres les plus récents de l'ONU. Saint-Marin estime que cette situation est un privilège dont on doit être fier et, à cette occasion, nous réaffirmons notre engagement de contribuer notre propre part, dans la mesure des possibilités que nous permettent nos dimensions territoriales et nos possibilités réelles.

L'ONU a également été en mesure de mettre au point et d'enseigner un deuxième concept fondamental : un nouveau droit des nations et un code de conduite des États.

Grâce à la nature véritable et aux conséquences de ce nouveau droit des États, la communauté internationale a commencé à rejeter l'idée d'un dangereux retour à la division entre blocs militaires, économiques et politiques et, simultanément, à une nouvelle fragmentation. La contribution de tous et l'établissement d'objectifs communs constituent, de fait, les fondements indispensables au règlement des problèmes d'aujourd'hui.

La capacité et la force de l'ONU pour consolider un troisième concept fondamental — une reconnaissance accrue de tous les droits de l'homme — doivent être généralement reconnues. Pour réaliser ce noble objectif, l'ONU a été aidée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), dans son champ de compétence, et par l'Organisation pour la sécurité et la

coopération en Europe et le Conseil de l'Europe, dans la sphère européenne.

Ce dernier concept englobe, entre autres, le respect de la personne humaine et de la dignité humaine, le principe de tolérance envers ceux qui, malgré toutes les apparences, nous sont égaux, et le respect de la vie, qui est constamment mis en danger par les guerres, les armes, la puissance nucléaire, la peine de mort et la faim. Cette notion comprend le respect, la préservation et la restauration de l'environnement en tant que composante première et essentielle de la vie, la lutte contre la pauvreté, le sous-développement et l'exploitation des peuples et des régions frappées par la pauvreté, et, par conséquent, un engagement en faveur de la justice sociale et de la solidarité.

Aujourd'hui, la solidarité doit prendre des formes nouvelles et plus humaines. Elle ne peut plus s'exprimer par des actes charitables découlant de circonstances exceptionnelles. Au contraire, la solidarité doit se traduire par un plan d'aide concerté et être considérée comme un devoir commun de toute la communauté internationale. Une telle supposition aboutit au partage conséquent des problèmes de tous et à la participation à leur solution.

De plus, ce concept met en relief le respect des libertés fondamentales de tous les individus et de tous les citoyens et la participation effective et sous réserve de tous les citoyens au partage du pouvoir grâce aux règles démocratiques de la représentation, de la transparence, du contrôle et de l'alternance.

Les Capitaines régents tiennent notamment à souligner le droit de tous les peuples à la terre et à son utilisation naturelle et inaliénable et recommandent l'élimination totale des pratiques aberrantes que sont l'esclavage, la torture et la peine de mort. Nous encourageons le respect et la sauvegarde des droits des minorités et la possibilité pour tout peuple ou toute minorité de préserver et de promouvoir son identité culturelle. Enfin, les Capitaines régents souhaitent préconiser la paix, dont la base fondamentale réside dans la coexistence pacifique et démocratique de tous les citoyens au sein des États, où les droits de chaque personne humaine et de tous, sont pleinement respectés.

Au nom du peuple et du Gouvernement de la République de Saint-Marin, les Capitaines régents, devant cette Assemblée universelle, formulent le vœu que l'ONU puisse poursuivre son travail pendant de très nombreuses années et lui souhaite des succès plus grand encore dans l'acceptation et l'affrontement des défis difficiles qui l'attendent au

troisième millénaire et dans la recherche de solutions pour les relever.

Nous espérons sincèrement que, grâce à l'universalité de l'Organisation, à la participation de tous et aux possibilités et droits égaux accordés à tous les Membres, les États pourront formuler impartialement les politiques qui détermineront l'avenir de tous les êtres humains afin d'assurer la liberté, la santé, le bien-être et l'égalité pour tous.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Capitaine régent de la République de Saint-Marin de sa déclaration.

S. E. M. Pier Natalino Mularoni, Capitaine régent de la République de Saint-Marin, est escorté de la tribune.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les derniers orateurs ont respecté strictement la limite de temps des cinq minutes. Je tiens à leur exprimer ma reconnaissance. Je voudrais aussi demander aux orateurs suivants d'observer la même retenue. Je les remercie d'avance de leur coopération.

Allocution de S. E. M. Lennart Meri, Président de la République d'Estonie

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Lennart Meri, Président de la République d'Estonie.

S. E. M. Lennart Meri, Président de la République d'Estonie, est escorté à la tribune.

Le Président Meri (*interprétation de l'anglais*) : Nos pères, qui ont combattu pendant la première guerre mondiale et les guerres de libération contre le colonialisme subséquentes, et qui, à leur tour, ont inspiré au Président Wilson, des États-Unis, ses 14 points sur les droits à l'autodétermination, ont créé la Société des Nations.

La Société des Nations incarnait beaucoup d'idéalisme et peu de réalisme. Elle n'a pas été en mesure d'arrêter la stratégie de la division utilisée par Hitler et Staline, ni de faire cesser l'agitation atroce des dinosaures coloniaux, ni de briser la chaîne des guerres anticoloniales qui ont suivi et qui ont fait de 60 à 100 millions de victimes humaines.

Le Président Roosevelt espérait asseoir la stabilité dans le monde sur une combinaison de réalisme et d'idéalisme. L'idéalisme a régné dans ce parlement mondial, où chaque

État, qu'il comportât un million ou un milliard d'habitants, était égal aux autres. Le réalisme, par ailleurs, a été la force dominante au Conseil de sécurité, au sein duquel les Alliés de la seconde guerre mondiale ont exercé le droit de veto.

Voici comment naquit, il y a 50 ans, l'Organisation des Nations Unies.

Examinons maintenant les données chiffrées. Lorsque l'ONU a été créée, il y avait 50 États Membres. Aujourd'hui, il y en a 185. La République d'Estonie a suivi cette évolution avec beaucoup d'attention, et ce pour trois raisons.

Premièrement, l'occupation de la République indépendante d'Estonie par l'Armée rouge nous a maintenus pendant 50 ans dans les rangs des peuples colonisés. Nous sommes sensibles à leurs préoccupations, car nous valorisons le droit à l'autodétermination, à l'indépendance et à la démocratie. En même temps, nous sommes une vieille démocratie. Nous formons un État issu du démembrement d'un empire, à l'instar de la Pologne, de la République tchèque, de la Hongrie et de nombreux autres États.

Il s'agit là d'une situation unique. Nous appartenons simultanément aux premier et troisième mondes. Nous défendons les mêmes valeurs, les mêmes principes et les mêmes objectifs que ceux du premier monde, et nous ressentons les mêmes déceptions et les mêmes préoccupations que celles du troisième monde.

Deuxièmement, un des résultats de la fin des empires coloniaux a été la naissance de nouveaux États. La plupart de ces États, appelés «nouvelles démocraties», sont comparables à l'Estonie aux plans démographique et territorial. Aujourd'hui, et dans la présente salle, il s'agit moins d'un attribut géographique que politique. Les petits États sont, par définition, plus vulnérables, ce qui signifie que, dans un vide de sécurité, les petits États sont plus sensibles que les grands aux variations barométriques. Outre nos idéaux communs, nous avons également des préoccupations communes.

Troisièmement, ainsi que je l'ai fait remarquer, les États qui ont émergé à la fin du colonialisme et du néo-colonialisme forment une majorité dans notre communauté mondiale. Malheureusement, il s'agit d'une majorité silencieuse. Sa voix est faible et sans effet dans cette instance mondiale et elle n'est pas présente au Conseil de sécurité.

J'en parle ici, maintenant, parce que les sources de l'espoir sont intarissables. Pour cette raison, j'ai deux

propositions à faire : tout d'abord, il faudrait envisager qu'un membre non permanent du Conseil de sécurité soit choisi sur une base tournante parmi les petits États du monde. Deuxièmement, j'invite les petits pays du monde à se réunir à Tallinn, capitale de l'Estonie, pour rédiger une déclaration : la Déclaration de Tallinn des petits États.

Je fais ces propositions en me fondant sur l'espoir qui repose au sein de la majorité silencieuse de cette Organisation mondiale. Nous, les petites nations, sommes vulnérables et donc plus sensibles. Parce que nous sommes plus sensibles, nous pouvons réagir plus rapidement. Et parce que nous pouvons réagir plus rapidement, nous sommes donc plus idéalistes. Les petits États étant plus idéalistes, il s'ensuit qu'un espoir plus actif et un désir de rester fidèle à nos principes résident parmi nous. C'est sur cet espoir, sur cet attachement aux principes que, dans d'autres circonstances, cette Organisation a été créée il y a 50 ans.

En décembre prochain, vous tous, les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, recevrez un projet de la Déclaration de Tallinn des petits États. Cela nous donnera assez de temps pour l'examiner et pour nous réunir en septembre prochain à Tallinn afin de mettre au point un mécanisme qui fera de cette majorité silencieuse une majorité constructive dont les décisions nous permettront de réaliser de manière constructive les buts et les principes sur lesquels cette Organisation est fondée.

Soyons conscients du protocole de cette réunion historique. J'attends, ici et maintenant, des réactions à mes propositions, et j'espère rencontrer les Membres en septembre prochain à Tallinn, capitale de l'Estonie.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de la République d'Estonie de sa déclaration.

S. E. M. Lennart Meri, Président de la République d'Estonie, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Kim Young Sam, Président de la République de Corée

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va ensuite entendre une déclaration de S. E. M. Kim Young Sam, Président de la République de Corée.

S. E. M. Kim Young Sam, Président de la République de Corée, est escorté à la tribune.

Le Président Kim (*parle en coréen; interprétation à partir de l'interprétation en anglais fournie par la délégation*) :

Je voudrais tout d'abord rendre hommage aux dirigeants qui ont fondé cet organe mondial il y a un demi-siècle ainsi qu'au courage et à l'espoir dans l'avenir qu'ils ont partagés après avoir surmonté le désespoir et la frustration engendrés par deux guerres mondiales. Leurs rêves d'un monde meilleur ont déjà transformé notre planète de façon spectaculaire et ont affecté chacun d'entre nous. Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer mon respect profond pour tous ceux qui ont été à la tête des efforts visant à réaliser les dispositions de la Charte des Nations Unies.

Le monde subit des transformations radicales. Porté par la vague de l'ère de l'information et de la mondialisation, non seulement l'ordre international subit une mutation profonde mais la civilisation humaine elle-même est radicalement transformée.

Le changement et la réforme au sein des Nations Unies sont nécessaires si nous voulons que l'Organisation puisse créer et maintenir le nouvel ordre mondial. Tout en me félicitant d'une série de discussions qui se sont tenues sur la réforme des Nations Unies, je voudrais exprimer mes vues sur cette question.

Tout d'abord, l'ONU doit être démocratisée et rendue plus efficace; et chaque région du monde doit être représentée plus équitablement au Conseil de sécurité. En particulier, je pense, comme beaucoup d'autres États Membres, que le nombre des membres du Conseil disposant du droit de veto — pouvoir qui a paralysé l'ONU pendant longtemps — ne devrait pas être augmenté.

Deuxièmement, la fonction de prévention des conflits de l'ONU doit être renforcée.

Troisièmement, les Nations Unies doivent répondre plus activement aux demandes en faveur du développement économique, social et environnemental. Pour parvenir à un véritable monde de paix et de sécurité, les conflits économiques et sociaux dans la communauté internationale doivent être réglés à tout prix.

Quatrièmement, les Nations Unies doivent entreprendre activement des activités qui accordent la priorité à l'être humain et à la famille. Les idées de la sécurité humaine et des valeurs familiales présentées au Sommet mondial pour le développement social, en mars dernier, seront l'objectif le plus important pour les peuples du monde entier, au XXIe siècle.

Cinquîèmement, de nouveaux projets doivent être élaborés pour partager les charges et l'administration du budget supplémentaire découlant du renforcement des fonctions de l'ONU. Je pense que plus tôt l'ONU sera transformée et réformée, mieux cela vaudra pour notre planète. À cette fin, je propose, ici, qu'une session extraordinaire de l'Assemblée générale soit consacrée à la réforme des Nations Unies.

La République de Corée a été créée en vertu d'une résolution des Nations Unies, en 1948. À cette époque, c'était un des pays les plus pauvres du monde. Aujourd'hui, il se place au onzième rang dans l'économie mondiale et est une nation véritablement démocratique. Notre succès a été une grande manifestation des idéaux des Nations Unies.

Nous sommes aujourd'hui l'un des États Membres les plus engagés dans les activités lancées par les Nations Unies dans le monde. Nous participons déjà aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies au Sahara occidental, en République de Géorgie, en Angola et ailleurs. La République de Corée prendra également une part active à divers projets dans les domaines du développement et de l'environnement entrepris par les Nations Unies et augmentera sa contribution financière. Afin de contribuer à éliminer les maladies qui frappent les enfants dans le monde, la République de Corée est en train de construire un Institut international de vaccination en Corée, avec l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement.

Je suis certain que la péninsule coréenne sera unifiée par des moyens démocratiques dans un proche avenir. Je demande humblement et sincèrement à tous les Membres de devenir des partisans convaincus de l'unification pacifique de la Corée.

J'espère sincèrement que cette réunion au sommet extraordinaire de l'ONU marquera l'histoire du monde d'un jalon radieux. Nous partageons le désir ardent de faire du XXIe siècle une époque où existera une véritable communauté mondiale dans laquelle nous pourrions coexister et prospérer ensemble. Ce n'est que par notre volonté politique et notre participation aux Nations Unies que nous pourrions transformer nos espoirs et nos rêves en réalité.

Je propose ici, respectueusement, qu'une réunion au sommet des Nations Unies soit organisée régulièrement, tous les cinq ans, et que la première de ces réunions se tienne en l'an 2000.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de la République de Corée de sa déclaration.

S. E. M. Kim Young Sam, Président de la République de Corée, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Franjo Tudjman, Président de la République de Croatie

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Franjo Tudjman, Président de la République de Croatie.

S. E. M. Franjo Tudjman, Président de la République de Croatie, est escorté à la tribune.

Le Président Tudjman (*parle en croate; interprétation à partir d'un texte anglais fourni par la délégation*) : À l'aube d'un nouveau millénaire, j'ai le privilège de prendre la parole devant la plus grande assemblée de dirigeants du monde entier, réunie ici pour célébrer le cinquantième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies.

Tandis qu'un pouvoir énorme est réuni dans la salle de l'Assemblée générale, il ne s'en trouve guère pour trouver les solutions nécessaires à l'instauration d'un meilleur avenir collectif pour nos peuples et pour l'ensemble de notre planète. Nous sommes engagés sur une route ardue, mais nous pouvons nous enorgueillir de nos 50 années d'histoire commune.

La désintégration des empires coloniaux et idéologiques a donné naissance à de nouveaux États modernes, et le nombre des Membres de l'ONU a presque quadruplé depuis la fondation de l'Organisation.

Le processus historique de démocratisation ne pouvait se limiter à une simple réforme des systèmes politiques car il appelle au contraire à une transformation complète. Le rideau de fer totalitaire qui divisait l'Europe a été démantelé par la politique déterminée de l'alliance démocratique occidentale, mais aussi par l'aspiration à la liberté que chérissent des nations peu peuplées mais dotées d'un grand héritage historique.

Le destin a attribué aux petites nations le rôle de promoteurs de grandes idées. Ils sont les leaders des changements positifs dans l'évolution de l'humanité, qui forment la force d'une lutte pour la survie nationale en vision créative du monde de demain, qui ne sera plus jamais un monde composé de grands et de petits, de puissants et de faibles, mais un monde composé de nations et d'États égaux voués à la coexistence.

Les limites de nos libertés dépendent de celles de la liberté des autres. L'affirmation de la dignité humaine et des droits universels de l'individu consacrés dans la Charte des Nations Unies dépend du respect des différentes identités ethniques, religieuses, culturelles et politiques, fondé sur un système efficace de sécurité collective et sur le respect d'un État qui se conforme à la loi et au droit international. Il faut transformer l'énergie négative en élan positif. La réforme des relations et des mécanismes mondiaux doit permettre d'accroître le respect des différences de civilisation, favoriser leur fusion créative et un dialogue mené sur un pied d'égalité. Un monde multipolaire est plus stable qu'un monde bipolaire et c'est là l'avenir de l'humanité.

L'ordre mondial ne peut plus se fonder simplement sur la position spéciale de la coalition antifasciste ou sur le club nucléaire, ou sur le pouvoir économique ou militaire; il doit au contraire se fonder avant tout sur la contribution réelle de pays individuels à la prévention de toute forme de totalitarisme et à la non-prolifération d'armes de destruction massive; sur le rôle qu'ils jouent dans le cadre du développement socio-économique mondial; sur leur réussite démocratique; et sur leur importance régionale. Il faut donc, par exemple, tenir dûment compte des ressources démocratiques et économiques actuelles de l'Allemagne et du Japon, deux pays qui méritent un siège permanent au Conseil de sécurité sur la base de tous ces critères.

L'ONU doit aussi être un lieu où se cultivent les idées liées aux valeurs humaines générales, à la solidarité internationale et à un ordre international équitable. La responsabilité qui nous incombe de combler le fossé qui existe entre le développement économique et la promotion du développement coordonné dans toutes les parties de notre planète est identique à celle qui nous incombe en ce qui concerne la paix mondiale.

En tant qu'un des cinq États successeurs de l'ex-Yougoslavie, la Croatie se considère comme étant l'un des pays fondateurs des Nations Unies, comme une partie de l'héritage consacré dans la Charte il y a 50 ans. Ayant suivi une longue tradition de grandes visions humanistes — panslave, paneuropéenne, non alignée, oecuménique et universelle — le peuple croate a aussi intégré les nobles idéaux de la Charte dans sa culture.

Les citoyens croates admirent les valeurs des mécanismes multilatéraux des Nations Unies, grâce auxquelles l'émancipation de l'État croate et l'instauration de la souveraineté complète dans tout son territoire ont pu être internationalisées et concrétisées. À cette occasion, la Croatie exprime sa gratitude aux Nations Unies, en particulier pour

l'énorme effort humanitaire qui a soulagé les souffrances de centaines de milliers de personnes déplacées à l'intérieur de la Croatie et de réfugiés de la Bosnie-Herzégovine voisine.

Nous commençons maintenant une nouvelle série de négociations dans l'espoir de mettre fin à la crise en ex-Yougoslavie et d'aboutir à une formule de paix juste et durable. Pour les citoyens croates et leur gouvernement démocratiquement élu, une paix juste implique l'instauration d'une Croatie pleinement souveraine sur l'ensemble de son territoire, à l'intérieur de frontières internationalement reconnues. La Croatie espère sincèrement qu'un accord interviendra rapidement sur la réintégration pacifique des 4,6 % du territoire croate toujours occupé. En même temps, nous restons prêts à prendre d'autres mesures qui s'avéreront nécessaires, si la réintégration opportune de la Slavonie orientale, de Baranya et de la Sreem occidentale n'est pas incorporée dans le plan définitif concernant la région.

Nous avons fait preuve de courage dans la guerre, mais soyez certains que nous ferons preuve d'un plus grand courage encore dans l'instauration de la paix.

Excellences, en raison de notre responsabilité à l'égard de la paix, la liberté et le bien-être de nos peuples, nous, en tant que leaders, devons transcender tous nos autres intérêts et toutes nos autres différences. Nous, les dirigeants du monde moderne, sommes confrontés à une grande responsabilité : nous devons être unis et dépasser les intérêts personnels, partisans et nationaux qui nous sont propres, et envisager un nouveau monde qui offrira un avenir à chaque personne, à chaque nation, à chaque État, à l'universalité de l'esprit et à la tolérance à l'égard de la différence. Que les nobles visions du nouveau millénaire reposent sur la paix et la prospérité de toutes les nations, sur l'harmonie dans la famille mondiale d'États souverains dont le phare commun est l'ONU.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de la République de Croatie de sa déclaration.

S. E. M. Franjo Tudjman, Président de la République de Croatie, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Boris N. Eltsine, Président de la Fédération de Russie.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Boris Eltsine, Président de la Fédération de Russie.

S. E. M. Boris Eltsine, Président de la Fédération de Russie, est escorté à la tribune.

Le Président Eltsine (*interprétation du russe*) : Il y a un demi-siècle, un événement est survenu qui a ouvert la voie à une nouvelle période de l'histoire de l'humanité. Divisé et sanglant, le monde a compris que le seul avenir possible passait par la voie de la compréhension et de l'interaction mutuelles.

Seules les Nations Unies seront en mesure de réaliser le rêve perpétuel d'un monde exempt de guerres et de violence; d'un monde où les questions controversées sont réglées par le biais de la négociation; et un monde digne de l'être humain et de l'humanité.

Nous avons gagné la guerre mondiale, mais il nous reste à gagner la paix. Les capacités créatrices de la communauté mondiale ont été pendant des dizaines d'années freinées par la «guerre froide». Elle n'a profité à aucun peuple ni rendu un peuple plus heureux. La fin de la guerre froide est devenue notre victoire commune. La Russie démocratique a apporté une contribution indéniable à cette réussite.

Les missiles nucléaires ne sont plus pointés les uns vers les autres. Cependant, certaines menaces comme le terrorisme, le nationalisme agressif, le crime et l'abus des stupéfiants menacent chacun de nous. Avec l'intégration, les fissures de la division et de la méfiance entre États et peuples commencent à apparaître.

Il y a une tendance dangereuse à minimiser le rôle de l'ONU, à déjouer sa Charte et la volonté collective du Conseil de sécurité.

Aujourd'hui, le monde a, plus que jamais auparavant, besoin d'égalité et de tolérance mais aussi de respect pour l'identité de chaque État et une compréhension des particularités de son histoire. Chacun d'eux peut et souhaite contribuer au développement de la communauté mondiale et y trouver une place adéquate. Il ne faut pas laisser renaître le climat empreint d'animosité et de préjudice à l'égard des pays et des peuples.

L'ONU a-t-elle les capacités pour réaliser ces objectifs? La Russie pense que oui. L'ONU peut et doit devenir le principal instrument de l'instauration de nouvelles relations internationales. Elle a toutes les capacités nécessaires pour cela. Pour accomplir cette mission, elle doit disposer de moyens appropriés, y compris les ressources financiè-

res. La Russie fait face et continuera de faire face à ses obligations vis-à-vis de l'ONU.

Il est certain que les Nations Unies n'ont pas pu réussir dans tous les domaines, mais les causes d'échec de l'Organisation se trouvent d'abord et surtout en nous-mêmes, dans la conduite des États et des organisations.

La Russie est préoccupée par le fait que le Conseil de sécurité se retrouve marginalisé dans certains cas, comme récemment en Bosnie. Cela représente une violation flagrante des principes fondamentaux de l'Organisation mondiale mis en place par ses fondateurs. Il est inadmissible qu'une organisation régionale prenne des décisions sur l'usage massif de la force, passant outre au Conseil de sécurité.

La Russie a beaucoup fait pour instaurer la paix en Bosnie-Herzégovine. Nous sommes prêts à soutenir l'opération de mise en oeuvre d'un accord de paix avec la participation de forces multinationales, y compris des forces russes, mais uniquement dans le cadre d'un mandat clair du Conseil de sécurité des Nations Unies. La force militaire ne devrait jamais être utilisée dans des cas où la diplomatie n'a pas eu suffisamment de temps pour faire ses preuves. Les effets de cette situation seraient tragiques.

Il y a eu récemment beaucoup de discussions sur la difficile tâche de revitalisation des Nations Unies. Un débat intense se déroule sur la question de l'élargissement du Conseil de sécurité. Nous soutenons une telle réorganisation, mais à condition bien entendu que la responsabilité du Conseil de sécurité soit accrue et que les intérêts des différentes régions du monde soient pris en compte.

La principale préoccupation de la Russie est d'instaurer la stabilité en Europe et en Asie. Nous sommes favorables à l'établissement d'un système de sécurité fondé sur le compromis plutôt que sur la pression. La sécurité européenne est indivisible et il n'y a pas d'autre solution de rechange. C'est précisément la raison pour laquelle la Russie soutient l'idée de la création dans les meilleurs délais d'un nouveau système de sécurité européenne globale au sein duquel tous les États européens seraient représentés. Et c'est précisément la raison pour laquelle nous sommes opposés à l'élargissement de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) vers l'Est. Cela mettra une barrière sur la voie de l'instauration d'une Europe unie.

La question est extrêmement délicate : soit un tel système serait créé pour toute l'Europe, soit, comme par le passé, pour un petit nombre de sélectionnés. Le renfor-

cement d'un bloc aujourd'hui signifie une nouvelle confrontation demain. Cela n'est pas la voie pour instaurer un ordre mondial juste. Il doit se fonder sur d'autres principes.

La Russie appuie un ordre mondial donnant la priorité au droit international et à la coopération internationale.

La Russie est en faveur d'un ordre mondial mettant en oeuvre un système de sécurité d'ensemble. La Russie est en faveur d'un ordre mondial permettant d'assurer un progrès résolu vers un monde sans armes de destruction massive et où il est procédé à la réduction des armes classiques.

Nous sommes en faveur d'un ordre mondial où le rôle de l'ONU se renforce en tant qu'instrument de réalisation de la paix, du règlement des conflits et d'octroi de l'aide au développement.

La Russie propose d'organiser en 1999 une troisième Conférence pour la paix. La première a eu lieu à l'initiative de notre pays en 1899. La troisième pourrait être consacrée exclusivement au développement des fondements de règlement des conflits apparus après la guerre froide.

Il est aussi nécessaire de trouver une solution aux questions de longue date, en particulier le désarmement nucléaire, la cessation complète des essais d'armes nucléaires et le contrôle des armes classiques.

Aujourd'hui, comme il y a 50 ans, nous devons nous unir de nouveau pour mettre fin à l'héritage de la guerre froide et trouver des solutions appropriées aux défis de notre temps.

L'ONU représente la volonté collective des États du monde. Agissons conformément à ses normes et principes. Et alors la paix, la justice et le droit international pourront prévaloir dans le monde. La Russie croit en l'Organisation des Nations Unies, née au milieu du XXe siècle et qui continue résolument son chemin vers le XXIe siècle.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président de la Fédération de Russie pour sa déclaration.

S. E. M. Boris Eltsine, Président de la Fédération de Russie, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Fidel Castro Ruz, Président du Conseil d'État et du Conseil des Ministres de la République de Cuba

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va à présent entendre une allocution de S. E. M. Fidel Castro Ruz, Président du Conseil d'État et du Conseil des Ministres de la République de Cuba.

S. E. M. Fidel Castro Ruz, Président du Conseil d'État et du Conseil des Ministres de la République de Cuba, est escorté à la tribune.

Le Président Castro Ruz (Cuba) (*interprétation de l'espagnol*) : Il y a un demi-siècle, l'Organisation des Nations Unies naissait après une guerre effroyable ayant causé, pendant la pire période, une moyenne de près de 10 millions de morts par année. Aujourd'hui, 20 millions d'hommes, de femmes et d'enfants meurent chaque année de famine et de maladies curables. Certaines nations riches ont une espérance de vie de près de 80 ans, alors que d'autres ont à peine 40 ans et de ce fait des milliards d'êtres voient leur vie raccourcie. Combien de temps attendrons-nous encore pour que ce carnage prenne fin?

La guerre froide est terminée, mais la course aux armements se poursuit et l'hégémonisme nucléaire et militaire se perpétue. Combien de temps faudra-t-il attendre le retrait total de toutes les armes d'extermination massive, le désarmement universel et l'élimination du recours à la force, de l'imposition de la puissance et des pressions au niveau des relations internationales?

Le privilège dépassé du veto et l'utilisation inappropriée du Conseil de sécurité par les puissants suscitent un nouveau colonialisme au sein des Nations Unies.

L'Amérique latine et l'Afrique n'ont pas un seul membre permanent au Conseil de sécurité. En Asie, l'Inde a une population de près d'un milliard d'habitants mais n'exerce pas cette responsabilité.

Combien de temps faudra-t-il attendre pour voir se concrétiser la démocratisation des Nations Unies et l'indépendance et l'égalité souveraine des États? Combien de temps faudra-t-il attendre pour voir s'affirmer la non-ingérence dans les affaires intérieures des États et une authentique coopération internationale?

Les progrès en matière de science et de technique se développent chaque jour, mais leurs avantages n'atteignent pas la majorité de l'humanité et ils continuent d'être essentiellement au service d'une consommation effrénée qui gaspille des ressources limitées et menace gravement la vie sur terre. Combien de temps faudra-t-il attendre pour voir prévaloir la rationalité, l'équité et la justice dans le monde?

M. Zeroual (Président de l'Algérie), Vice-Président de l'Assemblée générale, assume la présidence.

Les forêts se raréfient, l'air devient toxique et les fleuves sont pollués. D'innombrables espèces de plantes et d'animaux sont en voie de disparition. Les sols s'appauvrissent. Des épidémies anciennes et nouvelles se propagent, alors que la population augmente et que les légions de démons continuent de se multiplier.

Les prochaines générations atteindront-elles la terre promise il y a un demi-siècle? Combien de centaines de millions de personnes sont déjà mortes sans jamais avoir pu la contempler? Combien ont été victimes de l'oppression, du pillage, de la pauvreté, de la faim et de l'insalubrité? Combien encore vont y succomber?

Nous voulons un monde sans hégémonismes, sans armes nucléaires, sans interventionnisme, sans racisme, sans haine nationale ou religieuse, sans outrages à la souveraineté d'aucun pays, un monde où règne le respect de l'indépendance et de la libre détermination de nos peuples, un monde sans modèles universels qui ne tiennent aucun compte des traditions et de la culture de toutes les composantes de l'humanité.

Nous voulons un monde sans blocus cruels qui provoquent la mort d'hommes, de femmes et d'enfants, de jeunes et de personnes âgées, comme des bombes atomiques silencieuses.

Nous voulons un monde de paix, de justice et de dignité dans lequel chacun, sans aucune exception, ait droit au bien-être et à la vie.

Le Président par intérim (*interprétation de l'arabe*) : Je remercie le Président du Conseil d'État et du Conseil des Ministres de la République de Cuba de son intervention.

S. E. M. Fidel Castro Ruz, Président du Conseil d'État et du Conseil des Ministres de la République de Cuba, est escorté de la tribune.

Allocution de Sa Majesté le Sultan Hassanal Bolkiah Mu'izzaddin Waddaulah, Sultan et Yang Di-Pertuan du Brunéi Darussalam

Le Président par intérim (*interprétation de l'arabe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de Sa Majesté le Sultan Hassanal Bolkiah Mu'izzaddin Waddaulah, O Sultan et Yang Di-Pertuan du Brunéi Darussalam.

Sa Majesté le Sultan Hassanal Bolkiah Mu'izzaddin Waddaulah, Sultan et Yang Di-Pertuan du Brunéi Darussalam, est escorté à la tribune.

Sa Majesté le Sultan Hassanal Bolkiah Mu'izzaddin Waddaulah (*interprétation de l'anglais*) : Je suis heureux de me joindre à vous tous pour célébrer le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Ce faisant, je vous transmets les meilleurs vœux de mon gouvernement et du peuple du Brunéi Darussalam. Je vous salue dans un esprit de paix et d'amitié internationale.

Nous commémorons un événement historique unique. Aucune organisation internationale n'a duré cinq décennies. La Société des Nations n'a pas même vécu 30 ans. Que les Nations Unies aient survécu aux longues et dangereuses années de la guerre froide n'est pas un mince exploit. Parmi leurs nombreuses autres réalisations, il faut citer la manière dont elles ont facilité le passage de la colonisation à l'indépendance pour plus de 100 pays.

Il est de bon ton, aujourd'hui, de critiquer les Nations Unies. Certaines des critiques sont fondées. La Bosnie et le Rwanda constituent des échecs de la volonté et de la politique qui hanteront tous les Membres longtemps encore. Il nous faut également instituer des contrôles financiers plus rigoureux sur les dépenses, et les Membres doivent honorer leurs engagements financiers pour que l'Organisation puisse disposer des ressources nécessaires à l'accomplissement de ses mandats.

Mais ne l'oublions pas : c'est nous, États Membres, qui devons assumer l'ultime responsabilité des échecs de l'ONU, car en tant qu'Organisation d'États souverains, les Nations Unies ne peuvent faire plus que ce que ses Membres l'habilitent à faire.

Les déficiences de certaines opérations de maintien de la paix ne devraient pas pour autant ternir l'honneur de ceux qui ont fait le sacrifice de leur vie dans de nombreuses opérations réussies de maintien de la paix et de caractère humanitaire. Nous leur devons beaucoup.

Il nous faut également porter au crédit des Nations Unies les services éminents fournis par leurs institutions spécialisées. La santé, l'éducation, l'agriculture et les réalisations d'autres institutions spécialisées n'ont peut-être pas fait la une des journaux, mais elles ont grandement contribué à réaliser un monde meilleur. Nombre de professionnels et de volontaires dévoués ont rendu de précieux services, même s'ils n'ont pas fait l'objet d'une grande publicité.

Le climat international actuel est extrêmement différent de celui de 1945. Nous sommes confrontés à de nouveaux problèmes mondiaux, alors même que certains autres, plus anciens, restent encore à résoudre. L'économie figure en bonne place dans l'ordre du jour international. Les marchés libres et la concurrence ouverte sont devenus la base de la coopération économique. Le fait que la plupart des pays du monde se concentrent désormais sur les questions économiques est un progrès par rapport à un monde préoccupé par des conflits idéologiques.

Les Nations Unies restent toujours la meilleure Organisation pour maintenir un ordre mondial fondé sur le droit international et les principes de souveraineté et d'intégrité territoriale. L'interdépendance entre les nations s'est accrue mais n'a pas supplanté la souveraineté des nations en tant que principe fondamental des relations internationales.

Les Nations Unies donnent à tous leurs Membres, grands et petits, une voix égale. Cela est important pour de petits États comme le Brunéi Darussalam. L'Organisation des Nations Unies doit évoluer pour faire face à de nouveaux défis, mais j'espère qu'elle continuera à donner aux petites nations une voix équitable dans ses débats.

C'est dans cet esprit que le Brunéi Darussalam s'engage à oeuvrer avec les autres Membres pour permettre à l'Organisation de rester une force de paix et de progrès.

Le Président par intérim (*interprétation de l'arabe*) : Je remercie Sa Majesté le Sultan Hassanal Bolkiah Mu'izzaddin Waddaulah, Sultan et Yang Di-Pertuan du Brunéi Darussalam, de sa déclaration.

Sa Majesté le Sultan Hassanal Bolkiah Mu'izzaddin Waddaulah, Sultan et Yang Di-Pertuan du Brunéi Darussalam, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Hugo Batalla, Vice-Président de la République orientale de l'Uruguay

Le Président par intérim (*interprétation de l'arabe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Hugo Batalla, Vice-Président de la République orientale de l'Uruguay.

S. E. M. Hugo Batalla, Vice-Président de la République orientale de l'Uruguay, est escorté à la tribune.

M. Batalla (*interprétation de l'espagnol*) : En ma qualité de représentant de l'Uruguay, pays Membre fondateur des Nations Unies qui a de profondes racines

démocratiques, je ne voudrais pas utiliser cette tribune noble et universelle pour me livrer à un simple exercice de rhétorique à l'occasion de la commémoration du cinquantième anniversaire de la Charte de San Francisco.

Cela n'aurait aucun sens d'arriver aujourd'hui devant l'instance mondiale la plus haute uniquement pour faire l'inventaire des succès politiques que l'ONU a obtenus pendant ces 50 années qui, sans aucun doute, ont été dus à la mondialisation de l'idée de la liberté et de la démocratie, à laquelle elle a largement contribué. Et nous ne soulignerons pas non plus les aspects relatifs aux problèmes du développement durable de l'humanité qui, pendant la même période, non seulement n'ont pas été résolus mais qui se sont considérablement aggravés dans de vastes régions de la planète.

L'Uruguay a participé activement et de façon accrue depuis de nombreuses années au maintien de la paix, tâche primordiale des Nations Unies et domaine où l'on a obtenu des succès importants.

À l'heure actuelle, notre pays est celui qui, au niveau mondial, est le plus grand fournisseur de personnel aux opérations de maintien de la paix par rapport à sa population et à l'importance de ses forces armées.

Cependant, ces opérations ne peuvent devenir l'objectif prioritaire de l'Organisation, et l'essentiel des activités des Nations Unies doit s'orienter vers la prévention des conflits qui touchent la paix et la sécurité internationales. Or, pour cela, il est nécessaire de réaffirmer son rôle d'instance de dialogue permanent où se discutent et se règlent pacifiquement les différends.

Réduire au silence les armes — même si cela est fondamental — ne supprime pas les plus grands fléaux de l'humanité que sont la faim et la pauvreté et dont souffrent des centaines de millions d'êtres humains.

La faim, la misère et les conditions de vie inhumaines ont fait plus de victimes dans le monde que toutes les guerres conjuguées. Elles ont décimé et continuent de décimer des populations entières dans diverses régions. En ce moment même, à cause, entre autres facteurs, des conditions économiques existantes, des termes injustes de l'échange commercial et du poids accablant de la dette, plusieurs millions d'enfants meurent de faim, alors qu'il existe des centaines de millions de kilomètres carrés de terres fertiles non exploitées ou sous-exploitées.

La liberté et la démocratie sont des choses vulnérables. Leur stabilité est constamment menacée si les nations ne parviennent pas à créer en même temps un environnement économique et social adéquat et juste. Les persistantes manifestations aiguës du sous-développement, outre qu'elles produisent des formes de vie dégradantes pour des millions d'êtres humains — que la conscience morale de l'humanité ne peut tolérer — représentent également un danger latent et persistant pour la sécurité de tous.

Avoir réussi à réduire au silence les canons dans divers théâtres de conflit et avoir contribué à l'élimination de l'apartheid et à la destruction de la solide structure coloniale de presque cinq siècles : voilà, sans aucun doute, de grandes conquêtes de la communauté internationale, dont à juste titre elle peut être fière. Mais aujourd'hui, l'Organisation doit se repenser elle-même afin de consacrer toutes ses ressources humaines, financières, institutionnelles et techniques à la grande entreprise qui consiste à résoudre les déséquilibres économiques et sociaux injustes et les problèmes connexes de l'environnement, dans la conviction que c'est non seulement un impératif moral, mais également la forme appropriée pour consolider la paix.

Ce que l'on appelle le «monde sous-développé» ne demande pas à la communauté internationale des dons ou des conditions privilégiées en matière de commerce, mais il exige un traitement juste, transparent, égalitaire, avec des termes d'échange qui ne soient pas faussés par des prix politiques, des subsides cachés et des pratiques de dumping dont la persistance dans le commerce international provoque de véritables catastrophes dans les économies d'un grand nombre de pays.

Compte tenu des exigences des nouvelles circonstances internationales, il conviendrait également que l'ONU renforce ses relations de coopération et de coordination — en particulier dans le domaine des droits de l'homme — avec l'Union interparlementaire mondiale, qui réunit en son sein le plus vaste spectre politique, idéologique et philosophique de nations membres, en assurant la pluralité qui sert d'appui à la démocratie.

Si l'Organisation ne montre pas efficacement sa capacité de garantir l'ordre juridique international au-delà des politiques internationales imposées par les nations les plus puissantes, qui jusqu'à présent ont imposé des blocs économiques et commerciaux et qui violent les principes de la non-intervention, le système international entrera à n'en pas douter dans une phase d'agonie triste et prolongée.

C'est pourquoi, aujourd'hui, alors que nous commémorons le cinquantième anniversaire de l'Organisation, nous vivons un présent angoissé et incertain dans lequel les valeurs mêmes de l'homme sont remises en question. Il nous incombe de voir plus loin et de faire succéder à l'angoisse d'aujourd'hui un matin heureux où l'homme, quels que soient sa couleur, son sexe, sa croyance politique ou le lieu où il vit, pourra exercer son droit, reconnu par la communauté internationale, à une vie digne et à jouir de tout ce que la civilisation met à sa disposition.

Le monde, qui a les yeux fixés sur nous, nous invite aujourd'hui à relever ce défi pour lequel le peuple et le Gouvernement uruguayens déploient les plus grands efforts. Le temps dira si nous avons été à la hauteur de cette espérance que nous devons éveiller en nous tous.

Le Président par intérim (*interprétation de l'arabe*) : Je remercie le Vice-Président de la République orientale de l'Uruguay de sa déclaration.

S. E. M. Hugo Batalla, Vice-Président de la République orientale de l'Uruguay, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. le Très Honorable James Brendan Bolger, Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande

Le Président par intérim (*interprétation de l'arabe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration de S. E. le Très Honorable James Brendan Bolger, Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande.

S. E. le Très Honorable James Brendan Bolger, Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande, est escorté à la tribune.

M. Bolger (*interprétation de l'anglais*) : Il y a 50 ans a été courageusement formulée la vision d'un monde où les droits de l'homme seraient les mêmes pour tous, un monde à l'abri de la pauvreté et du fléau de la guerre. Aujourd'hui nous ne crions pas victoire, mais nous progressons.

Il y a 50 ans, le monde était très différent. Aujourd'hui, la famille des nations est plus grande et plus diverse. La technologie des communications signifie que nous vivons dans un monde sans murs. Cela apporte un profond changement dans les modalités de fonctionnement de notre voisinage mondial. Cela change les dynamiques des politiques et des affaires. Les petits pays, ainsi que les grands, peuvent participer pleinement à une économie mondiale réelle.

Alors que l'aide est importante pour répondre aux besoins immédiats, une véritable indépendance et une prospérité ne seront réalisées que grâce à un commerce authentiquement libre, qui permettra à chaque pays d'utiliser ses ressources au mieux. La nouvelle Organisation mondiale du commerce a beaucoup à faire pour atteindre cet objectif. Les pays du Conseil de coopération économique de l'Asie-Pacifique (APEC) sont convenus à Bongor, l'année dernière, de libérer les échanges d'ici à l'an 2010 pour les pays de ce groupe important de l'Asie et du Pacifique, et d'ici à l'an 2020 pour les membres des pays en développement. Nous avons besoin maintenant de cette sorte de courage politique à un échelon mondial. Le commerce mondial libre est une idée qui a mûri.

De même, le temps est venu de prendre un nouvel engagement en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires. L'Assemblée, dès sa première session, s'est attelée au problème nucléaire et a demandé des propositions visant l'élimination des armes atomiques. La Nouvelle-Zélande croyait alors, comme elle croit aujourd'hui, que les armes nucléaires devraient être éliminées. Certains progrès ont été réalisés. Plusieurs États ont renoncé à leur capacité nucléaire et certains États dotés d'armes nucléaires procèdent à des réductions importantes dans leurs arsenaux nucléaires, une action que la Nouvelle-Zélande applaudit.

Dans ce contexte, la Nouvelle-Zélande pense qu'il est inexplicable et inacceptable que la Chine et la France continuent de procéder à des essais nucléaires. Les explosions continues n'envoient que de faux messages. Ce qu'il nous faut c'est une stratégie pour atteindre l'objectif de l'élimination des armes nucléaires. Ce n'est pas un objectif impossible à atteindre. Tous les pays Membres qui sont parties au Traité sur la non-prolifération se sont déjà engagés en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires. La seule question, c'est comment y parvenir.

Nous nous félicitons de la déclaration selon laquelle les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France appuieront le Traité faisant du Pacifique Sud une zone exempte d'armes nucléaires, et nous pensons que c'est un pas en avant positif. L'année prochaine nous devons mener à terme le traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Alors il faudra interdire la production d'uranium et de plutonium pour des armes nucléaires. Et il faudra aussi procéder à de nouvelles réductions importantes des arsenaux nucléaires des cinq puissances nucléaires. Alors l'espoir qu'avait la première session de cette Assemblée en un avenir sans armes nucléaires sera à notre portée.

En préconisant un monde sans armes nucléaires, je voudrais déclarer avec la même fermeté que la sécurité mondiale est inséparable de la prospérité mondiale et des droits de l'homme. Le développement économique et une bonne gestion permettront d'éliminer les sources de tension qui poussent les États à investir dans les armes et l'infrastructure de mort plutôt que dans la santé et l'éducation, qui sont l'infrastructure de vie.

Les fondateurs de l'Organisation envisageaient un monde meilleur. Cet objectif a été en partie réalisé. L'effort de décolonisation des Nations Unies en est un important exemple. Les progrès en matière de droits de l'homme et de démocratie, de même que la contribution des Nations Unies pour ce qui est du rôle des femmes, d'un système commercial équitable et de la protection de l'environnement sont autant de réalisations qu'il convient de reconnaître et de saluer.

Aujourd'hui, la génération élevée à l'ombre du spectre de la guerre froide peut consacrer son énergie à protéger et à améliorer la planète, non pas à la détruire; elle peut se servir des techniques pour partager les informations, pour éduquer et pour promouvoir les merveilles de la médecine.

Laissons de côté les différences religieuses et autres; apprenons à vivre dans la diversité. Il y a tant de choses que nous pourrions faire si nous travaillions ensemble.

Pour parvenir à ces objectifs et à d'autres encore, nous devons renouveler l'Organisation. Le Conseil de sécurité doit être réformé et il convient d'éliminer le gaspillage et les doubles emplois. Les Membres de l'ONU doivent perdre la mauvaise habitude d'attendre quelque chose sans rien donner en échange. Pour que l'Organisation puisse fonctionner, tous doivent payer leur dû.

Les Nations Unies sont un concept audacieux. Elles réunissent les nations du monde au sein d'une vaste coalition qui porte collectivement le fardeau de l'édification d'un monde meilleur et plus pacifique. En ce cinquantième anniversaire, chacun d'entre nous doit proclamer à nouveau son attachement à la réalisation de cet objectif. Ce faisant, rendons hommage à ceux qui ont oeuvré ces 50 dernières années aux Nations Unies.

Le Président par intérim (*interprétation de l'arabe*) :
Je remercie le Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande de sa déclaration.

S. E. M. James Brendan Bolger, Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Jozef Oleksy, Premier Ministre de la République de Pologne

Le Président par intérim (*interprétation de l'arabe*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Jozef Oleksy, Premier Ministre de la République de Pologne.

S. E. M. Jozef Oleksy, Premier Ministre de la République de Pologne, est escorté à la tribune.

M. Oleksy (*interprétation de l'anglais*) : Le jubilé des Nations Unies doit être l'occasion de méditer ensemble sur la situation actuelle dans le monde, de réfléchir plus précisément aux préoccupations quant à l'avenir de notre seule et unique planète.

Il y a quelques années déjà que l'ordre mondial imposé par la guerre froide — fondé sur l'affrontement entre les deux superpuissances, l'équilibre de la terreur et la puissance militaire — est révolu. C'est donc en toute objectivité, avec imagination et en regardant vers l'avenir que nous devons refaçonner nos relations mutuelles en refusant de nous laisser influencer par des stéréotypes ou d'anciens et profonds ressentiments.

Que l'évolution des relations de mon pays avec l'Allemagne serve d'exemple! C'est la Pologne qui, il y a un an, a proposé à l'Assemblée générale de supprimer de la Charte des Nations Unies la clause archaïque d'États ennemis. La «paix froide» n'est pas un choix acceptable pour notre époque d'après guerre froide. Nous ne devons pas permettre que de nouveaux murs de Berlin — de nature économique cette fois — ou de nouveaux rideaux de fer, traversant le continent et séparant des nations, réapparaissent en Europe. Il nous faut davantage de tunnels sous la Manche.

Le message que contiennent ces remarques n'est pas destiné seulement au vieux continent. L'objectif primordial de l'Organisation doit être de combler le fossé du développement qui sépare le Nord et le Sud, avec ses graves répercussions sociales. Cela doit nous pousser à l'action et non pas simplement provoquer des lamentations face à des tendances soi-disant inexorables.

Chaque État peut et doit avoir une idée critique et novatrice de sa propre situation géopolitique. Cherchons à nous faire des amis dans le voisinage et au loin, et n'ayons d'ennemis nulle part. Encore une fois, je prendrai l'exemple de mon propre pays. De tout temps, nous avons considéré — non sans raison — que la situation géopolitique de la Pologne était défavorable, voire désastreuse. À plusieurs

reprises, la Pologne a eu le malheur d'être prise dans un étai. Nous en avons tiré des enseignements et nous avons appris à tirer le meilleur parti possible de notre situation. La Pologne a la chance d'être la charnière entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest. Après tout, nous avons des frontières communes avec les pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et ceux de la Communauté d'États indépendants. Nous cherchons à contribuer à l'unité de l'Europe. Nous avons réussi à conclure des traités d'amitié et de bon voisinage avec chacun de nos voisins. Après tout, pas un d'entre eux n'est exactement le même voisin que nous avons il y a quelques années seulement.

Le Président assume à nouveau la présidence.

La pierre angulaire de la politique étrangère menée par les Gouvernements polonais successifs depuis 1989 a été une poussée résolue en direction de l'Europe, une orientation vers l'intégration avec l'Union européenne et l'entrée dans les structures euro-atlantiques. Cela ne signifie nullement que l'on tourne le dos aux autres, qu'ils soient de l'Est — comme la Russie, l'Ukraine, le Bélarus et les États baltes, notamment — ou du Sud — comme les régions et les pays du tiers monde, dont la Chine, qui est le plus grand et qui, ces dernières années, est parmi eux celui dont la croissance a été la plus rapide. En dépit du poids des réformes radicales en cours, nous n'avons pas l'intention de nous replier sur nous-mêmes, à l'intérieur de nos frontières ou de celles de la sous-région.

Le rang que nous occupons dans le groupe des pays qui fournissent des Casques bleus dans les divers points chauds du monde est la meilleure preuve que nous sommes capables de nous intéresser à autre chose qu'à nos propres affaires. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de chercher à nous faire élire au Conseil de sécurité, l'organe responsable au premier chef du maintien de la paix mondiale.

De la même façon, la Pologne joue un rôle actif au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et elle a un statut d'invité au sein du Mouvement non aligné. Tout cela s'inscrit dans le cadre de nos efforts en vue d'entrer dans l'Union européenne, l'OTAN, l'Union de l'Europe de l'Ouest et peut-être aussi, nous l'espérons, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). C'est comme cela que nous comprenons la souveraineté active. Chacun devrait se poser la question de savoir ce qu'il peut faire pour aider les autres et pour édifier un monde meilleur.

Souvent, nous rejetons les critiques — fondées ou non — qui sont adressées aux Nations Unies, comme si cela n'avait rien à voir avec nous. Pourtant, c'est nous qui sommes responsables de l'efficacité ou de l'inefficacité de l'ONU. Cela dépend du degré de consensus parmi nous et de notre volonté de contribuer au budget de l'Organisation et d'appuyer ses activités dans divers domaines. L'un et l'autre sont cruciaux pour réformer le système des Nations Unies, améliorer la coordination de ses activités et harmoniser ses objectifs, comme le demandent avec insistance, et non sans raison, les pays développés.

Comme il a besoin d'oxygène, le monde a besoin d'un leadership loyal, de détermination et de perspicacité. Il a besoin d'efforts opiniâtres pour susciter la confiance entre les États et leurs organisations, entre les pays et entre les peuples. En développant ces valeurs et en fournissant des directives avisées, une Organisation des Nations Unies renforcée peut et doit jouer un rôle particulier afin de s'efforcer de sortir du marasme mondial.

Si nous, aux Nations Unies — unis, non pas comme il y a 50 ans contre quelqu'un mais parce que nous sommes mus par le désir de coopérer pacifiquement —, nous montrons suffisamment décidés à donner effet à nos propres propositions à cette réunion et aux grandes conférences tenues sous les auspices des Nations Unies ces dernières années, le monde a une chance d'assurer une vie meilleure et plus sûre au XXIe siècle. Il a une chance de garantir une paix durable et un développement soutenu pour tous ainsi que le respect des droits de l'homme de tous les habitants de la planète. Il a une chance de réaliser les nobles objectifs de la Charte, qui reste le repère de l'Organisation au service des Nations Unies.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Premier Ministre de la République de Pologne de sa déclaration.

S. E. M. Jozef Oleksy, Premier Ministre de la République de Pologne, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. Mme Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre du Royaume de Norvège

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. Mme Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre du Royaume de Norvège.

S. E. Mme Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre du Royaume de Norvège, est escortée à la tribune.

Mme Gro Harlem Brundtland (*interprétation de l'anglais*) : Pour des millions de personnes, l'Organisation des Nations Unies a signifié vivres là où il n'y en avait pas, vaccination là où les épidémies faisaient rage, une école à fréquenter, un nouveau puits dans le village, et des Casques bleus qui séparaient les belligérants en protégeant la vie des civils.

Pour des dizaines de nouvelles nations, l'accès à cette tribune a signifié la souveraineté et l'autodétermination. Du haut de cette tribune, depuis 50 ans, tous les pays ont été en mesure d'attirer l'attention du monde.

Aux centaines de milliers de personnes de bonne volonté et dévouées au service de l'Organisation des Nations Unies, nous rendons hommage. Aux soldats de la paix et aux travailleurs sur le terrain qui ne sont pas revenus, au nombre desquels figure notre deuxième Secrétaire général, nous présentons nos respects.

Mais ne nous bornons pas à commémorer le passé. Traçons de nouveaux débuts. Bien que l'ONU connaisse aujourd'hui de graves problèmes, c'est nous, les États Membres, qui sommes responsables.

La charrue qui a fonctionné pendant cinq décennies est usée. Forgeons-en une nouvelle.

Aujourd'hui, je traiterai de cinq problèmes pressants.

Premièrement, il y a le problème du financement. Une douzaine de parlements prennent cette Organisation en otage en refusant de régler leurs quotes-parts. Quelle indignité! Nous devons tous verser nos contributions, en totalité et à temps. Nous demandons à certains pays de verser plus que leur juste part. D'autres pays paient volontairement plus que leur juste part. De nombreux pays paient trop peu ou pratiquement rien du tout.

Deuxièmement, nous devons procéder à des réformes. Le changement et le renouveau sont des impératifs indispensables à l'efficacité de toute organisation. La réforme du Conseil de sécurité s'impose, et il faut s'attaquer à la question d'un élargissement équilibré sur le plan régional — les candidats les plus évidents étant, bien sûr, le Japon et l'Allemagne — tout en conservant l'efficacité du Conseil en matière de prise de décisions et en renforçant grandement sa capacité d'action.

La responsabilité du développement durable, de la pauvreté, de la population, de l'éducation et de l'environnement est fragmentée. Les mandats se chevauchent. Ébau-

chons un calendrier pour mettre en oeuvre ce que nous avons décidé à Rio, au Caire, à Copenhague et à Beijing. Nous pensons ce que nous disions. Maintenant, agissons.

Troisièmement, nous devons mieux coordonner nos activités d'assistance humanitaire pour nous permettre de réagir plus rapidement et plus efficacement. Les fonds, les personnes et les ressources ne sont souvent disponibles que lorsque les souffrances humaines sont devenues suffisamment graves pour dominer les informations du soir, alors que d'autres tragédies de famine, de dégradation de l'environnement et de sous-développement passent inaperçues.

Quatrièmement, nous devons améliorer notre capacité de maintien de la paix et de prévention des conflits pour sauver plus de vies et diminuer les dépenses. Le retard dans l'action est coûteux en souffrances humaines et en ressources, et il faut que plus de pays apportent leur contribution. Nous avons besoin d'améliorer notre capacité de forces en attente; nous avons besoin de mettre en commun nos expériences et nos capacités de formation.

Cinquièmement, nous devons édifier un monde civilisé, qui repose sur le droit et les contrats — une société internationale où les forts sont justes et les faibles en sécurité, comme l'a dit à juste titre ici même le Président Kennedy. Nous avons besoin d'agir positivement dans l'intérêt de nos membres les plus pauvres. Nous avons besoin d'un secteur public ou civique international et d'une surveillance consciencieuse des droits de l'homme, ici à l'ONU. Nous devons rétablir la justice lorsque les limites sont dépassées, et appuyer les nouveaux tribunaux internationaux, y compris un tribunal international pénal, pour édifier un monde civilisé.

Un nouveau pas vers ce monde civilisé aura été franchi lorsque le processus de paix au Moyen-Orient aura été achevé. Un nouveau pas vers ce monde civilisé aura été franchi lorsque les mines antipersonnel auront été interdites, et lorsque les enfants des zones ravagées par la guerre pourront marcher dans les champs en toute sécurité. Un nouveau pas vers ce monde civilisé aura été franchi lorsque la nouvelle interdiction des essais entrera en vigueur.

Il ne pourra y avoir de monde civilisé si nous ne nous unissons pas pour renforcer le multilatéralisme. Dans cet effort, l'ONU est le dépositaire de notre espoir.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Premier Ministre du Royaume de Norvège de sa déclaration.

S. E. Mme Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre du Royaume de Norvège, est escortée de la tribune.

Allocution de S. E. M. Felipe González, Président du Gouvernement du Royaume d'Espagne

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration de S. E. M. Felipe González, Président du Gouvernement du Royaume d'Espagne.

S. E. M. Felipe González, Président du Gouvernement du Royaume d'Espagne, est escorté à la tribune.

M. González (*interprétation de l'espagnol*) : Monsieur le Président, en tant que Président du Gouvernement espagnol et au nom de l'Union européenne, c'est avec une grande satisfaction que je participe à cette commémoration solennelle du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, présidée par une personnalité aussi prestigieuse que le professeur Freitas do Amaral, en présence du Secrétaire général, dont les travaux méritent toute notre reconnaissance.

La naissance de l'Organisation, liée à la fin d'une guerre tragique, a consacré les principes qui inspirent l'effort commun pour atteindre les aspirations de l'humanité : la paix, la liberté, la dignité de la personne humaine et le progrès économique et social.

Les grandes souffrances causées en Europe par les guerres que nous avons subies au cours de ce siècle nous ont obligés à rechercher dans les principes et objectifs contenus dans la Charte de San Francisco l'inspiration nécessaire pour conjuguer nos volontés.

L'Union européenne est un projet de vivre en paix l'un avec l'autre, de valeurs politiques, économiques et sociales partagées, qui a permis à l'Europe de renaître de ses cendres et de devenir un foyer de stabilité et de progrès sur la scène internationale.

Ce projet est solidaire de la construction d'une communauté internationale plus libre, plus juste et plus sûre.

L'Union européenne se félicite des succès de l'Organisation et réaffirme son engagement envers les principes et les buts de la Charte. L'universalité de l'Organisation des Nations Unies renforce son rôle en tant que centre où s'harmonisent les efforts pour progresser dans cette direction. On ne peut pas concevoir le monde actuel sans la contribution des Nations Unies au processus de décolo-

nisation, au règlement des problèmes d'environnement et de développement, et à la consécration de concepts novateurs, comme celui du patrimoine commun de l'humanité. La contribution fondamentale de l'Organisation au maintien de la paix et de la sécurité internationales, au désarmement et à la prévention de la prolifération des armes de destruction massive, à la codification du droit international et à la protection et la promotion des droits de l'homme témoigne de l'universalité de l'Organisation des Nations Unies et en constitue sa force de légitimation.

Ces succès ne masquent pas les contretemps subis par l'Organisation, ni ses problèmes structurels et de gestion. Ses insuffisances, que nous tous partageons avec elle, doivent être corrigées par le biais d'une réflexion sérieuse et profonde pour qu'elle relève avec succès les défis de cette fin de siècle.

L'Union européenne a concrétisé son engagement envers les Nations Unies. Ses 15 États membres sont collectivement et de loin le premier contributeur aux budgets et également le premier contributeur en effectifs aux opérations de maintien de la paix. L'Union européenne est aussi le principal bailleur de fonds en matière d'aide humanitaire et de coopération au développement.

En outre, les États membres de l'Union ont présenté des initiatives visant à promouvoir les idéaux de l'Organisation dans des domaines comme le désarmement, les droits de l'homme et l'aide humanitaire.

L'engagement politique des États membres envers l'Organisation ainsi que l'apport de ressources suffisantes sont pour l'Union européenne deux facteurs inséparables du soutien dont les Nations Unies ont besoin.

Seule l'existence d'une base financière viable permettra d'assurer le succès des efforts en faveur de la revitalisation du système des Nations Unies, auxquels l'Union européenne attache une grande importance. C'est pour cette raison que nous espérons que tous, grands et petits, s'acquitteront de leurs obligations financières intégralement, ponctuellement et sans conditions.

Nous avons besoin d'une Organisation efficace qui réagisse aux conflits avec une meilleure capacité de diplomatie préventive et d'aide humanitaire, de maintien et de rétablissement de la paix et, une fois que les conflits auront été surmontés, avec une meilleure capacité de relèvement et de reconstruction.

Nous avons besoin d'un système des Nations Unies qui intensifie son rôle dans l'élimination de la faim et de la pauvreté, du chômage et de la marginalisation sociale, la protection des droits de l'homme et la promotion de l'éducation, de la santé et de l'égalité entre les hommes et les femmes. Nous avons également besoin que les Nations Unies coordonnent les efforts visant le développement durable au bénéfice de tous, la préservation de l'environnement et le bien-être des générations futures. Enfin, pour mener à bien cette tâche, nous devons engager, en stimulant leur enthousiasme, tous les secteurs de notre société, en particulier les jeunes, afin que leurs préoccupations inspirent nos efforts.

C'est seulement ainsi que nous assurerons les fondements de la paix dans un monde que nous voulons meilleur et plus juste. Voilà la tâche de grande envergure qui continue de donner un sens profond à l'Organisation. Les Nations Unies peuvent compter sur le soutien actif de l'Union européenne dans cette tâche collective.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président du Gouvernement du Royaume d'Espagne de sa déclaration.

S. E. M. Felipe González, Président du Gouvernement du Royaume d'Espagne, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Tomiichi Murayama, Premier Ministre du Japon

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration de S. E. M. Tomiichi Murayama, Premier Ministre du Japon.

S. E. M. Tomiichi Murayama, Premier Ministre du Japon, est escorté à la tribune.

M. Murayama (*parle en japonais; interprétation à partir de l'interprétation en anglais fournie par la délégation*) : Je suis très heureux de me joindre à cette réunion tenue à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

D'emblée, je voudrais transmettre deux messages.

Premièrement, je voudrais exprimer la gratitude du peuple japonais à la communauté internationale. Au moment où l'ONU a été créée, le Japon cherchait à se remettre de la dévastation de la guerre et à s'engager dans la reconstruction nationale. Fermement résolu à ce que le fléau de la guerre ne frappe plus jamais, le Japon a adopté sa Constitu-

tion de paix. Depuis lors, en tant que nation éprise de paix, le Japon a adopté une philosophie de base, y compris le non-recours à l'utilisation de la force, qui est interdite en vertu de sa Constitution, et il a fait de la coopération avec l'ONU un pilier important de sa politique étrangère et, partant, contribué activement à la paix et à la prospérité de la communauté internationale. Le Japon n'a jamais oublié l'appui qu'il a reçu de nombreux membres de la communauté internationale dans l'édification de la prospérité économique dont il jouit aujourd'hui.

Deuxièmement, je voudrais souligner que le rôle de l'ONU devient de plus en plus important et diversifié. Tandis que nous approchons du siècle prochain, la manière dont l'humanité abordera l'explosion démographique devient une question importante. De ce fait, il importe de plus en plus de relever les défis que sont un approvisionnement alimentaire stable et la protection de l'environnement. Il importe également de plus en plus que nous traitions efficacement d'autres questions mondiales, telles que celles des réfugiés et du sida. Qui plus est, nous suivons avec une profonde inquiétude les conflits graves découlant de rivalités religieuses et ethniques qui dépassent les frontières nationales. Dans bien des cas, la pauvreté et l'instabilité sociale sont à l'origine de ces problèmes difficiles. L'Organisation des Nations Unies a un rôle de plus en plus important à jouer pour traiter ces questions plus efficacement et édifier la paix et la prospérité mondiales.

Ce que nous devons faire pour permettre à l'ONU de jouer ce rôle, c'est de ne pas limiter nos intérêts au niveau national et de concentrer nos efforts en faveur du bien-être de tous les citoyens de la planète Terre. Le rôle devant être joué par les femmes et les organisations non gouvernementales ne cesse de prendre de l'importance. Par conséquent, un nouveau concept, celui de la sécurité humaine, qui s'ajoute à celui de la sécurité nationale, est devenu un défi important pour l'ONU. Ce concept, qui embrasse le respect des droits de l'homme de tout citoyen de la terre et la protection de chacun contre la pauvreté, la maladie, l'ignorance, l'oppression et la violence, est conforme à mes propres principes politiques. Depuis mon accession aux fonctions de Premier Ministre, la création d'une société axée sur l'homme, où tous les citoyens sont traités également et peuvent réaliser tout leur potentiel, a été cruciale dans la politique de mon gouvernement. Au Sommet mondial pour le développement social, en mars dernier, j'ai insisté sur un développement social axé sur le peuple comme domaine prioritaire.

En tant que l'un des principaux pays donateurs, le Japon appuie la notion de développement durable et a fourni

une assistance pour la promotion de la démocratie et de la réforme économique, et s'est efforcé d'élargir ses vastes possibilités de coopération économique, y compris la coopération pour relever les défis mondiaux. Le Japon préconise également une nouvelle stratégie de développement qui met l'accent sur la combinaison de diverses mesures politiques d'une manière complète. Il cherche à jouer un rôle accru dans ces domaines. Le Japon est également prêt à coopérer plus activement en faveur de la paix dans des domaines tels que l'assistance humanitaire, la diplomatie préventive et les opérations de maintien de la paix, la maîtrise des armements et le désarmement, en matière d'armes nucléaires aussi bien que classiques, telles que les mines terrestres antipersonnel et les petites armes.

Le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies marque également la cinquantième année depuis les tragédies d'Hiroshima et de Nagasaki. Il est temps que nous accélérions nos efforts vers l'élimination définitive des armes nucléaires. Voilà pourquoi je trouve d'autant plus déplorable que, à l'heure actuelle, se poursuivent des essais nucléaires. Je demande instamment la cessation immédiate des essais nucléaires. À cette fin, il est extrêmement important qu'une résolution réclamant la cessation des essais nucléaires soit adoptée à la présente session de l'Assemblée générale, avec l'appui du plus grand nombre possible d'États Membres. Je pense également qu'il est des plus urgent, en tant que mesure importante vers le désarmement nucléaire, d'achever les négociations sur un traité d'interdiction complète des essais d'ici le printemps prochain et de le signer l'automne prochain.

Dans la déclaration que nous avons faite au cours du débat général, nous avons donné un aperçu de la position du Japon sur les réformes que doit connaître l'ONU pour lui permettre de s'acquitter de sa mission.

Premièrement, le Japon, qui joue un rôle important en tant que deuxième principal contributeur, demande instamment à tous les États Membres de faire face à la crise financière de l'ONU, de respecter leurs obligations financières et de traiter d'urgence et sérieusement la question de la réforme financière de l'ONU.

Deuxièmement, il est de plus en plus nécessaire que nous réformions le système des Nations Unies dans les domaines économique et social. Améliorer l'efficacité et examiner les mandats du Conseil économique et social et d'autres institutions annexes sont des tâches urgentes. De ce point de vue, le Japon continuera activement à participer aux discussions sur l'Agenda pour le développement, afin d'y apporter une contribution de qualité.

Troisièmement, s'agissant de la réforme du Conseil de sécurité, il faut renforcer ses fonctions par l'amélioration de son efficacité et de sa légitimité. Cela nécessitera un élargissement du Conseil incluant une augmentation de ses membres permanents et une amélioration de ses méthodes de travail, par exemple grâce à une plus grande transparence. Je prie instamment les États Membres de travailler plus rapidement en vue de parvenir, d'ici l'achèvement de la présente session de l'Assemblée générale, en septembre prochain, à la conclusion d'un accord sur un large cadre de travail de réforme qui comprendrait ces éléments.

Cinq années seulement nous séparent du XXIe siècle. L'humanité a atteint une étape où nous devrions tous nous unir et aller de l'avant afin que le prochain siècle soit un siècle où nous aurons bon espoir d'assister à la création et au développement d'une nouvelle civilisation globale. À cette occasion, je voudrais réaffirmer la détermination avec laquelle le peuple japonais s'est engagé, il y a 50 ans, à vivre en paix, confiant en la justice et en la bonne foi des peuples épris de paix.

Je voudrais conclure ma déclaration aujourd'hui en donnant l'assurance, alors que se poursuit la recherche d'une nouvelle vision pour les Nations Unies, que le Japon attachera une importance toujours plus grande à l'Organisation des Nations Unies et accroîtra encore le soutien qu'il lui apporte. Afin de contribuer à l'avènement d'une paix mondiale et à l'élimination de la pauvreté, le Japon fera tout son possible envers la communauté internationale sur la base des idéaux universels de liberté et de démocratie.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Premier Ministre du Japon de sa déclaration.

S. E. M. Tomiichi Murayama, Premier Ministre du Japon, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Jakob Kellenberger, Secrétaire d'État aux affaires étrangères de la Confédération suisse

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Conformément à la résolution 48/215 B de l'Assemblée générale, j'invite maintenant S. E. M. Jakob Kellenberger, Secrétaire d'État aux affaires étrangères de la Confédération suisse, à prendre la parole.

S. E. M. Jakob Kellenberger, Secrétaire d'État de la Confédération suisse, est escorté à la tribune.

M. Kellenberger : Aux Nations Unies, qui fêtent aujourd'hui leur cinquantième anniversaire, j'ai l'honneur d'adresser les félicitations du Gouvernement suisse. La Suisse, en dépit de son statut d'observateur, se sent concernée de très près par cet événement. Il y a 50 ans, les Membres fondateurs de l'ONU décidèrent d'être ensemble les garants de la paix et de la sécurité internationales et d'oeuvrer en faveur des droits de l'homme et du développement social et économique du monde. Avec les Nations Unies, nous disposons aujourd'hui d'un bon instrument de politique globale qui nous permet, jour après jour, année après année, d'édifier notre futur.

Les attentes y respectives sont aussi grandes que les moyens et les instruments sont modestes.

Malgré tout cela, les Nations Unies se trouvent au centre de l'ordre international et joueront dans les années à venir un rôle déterminant dans l'établissement d'un système global de sécurité humaine.

Depuis la fin de la guerre froide, l'ONU a été sollicitée, comme jamais auparavant, dans son rôle de gardien et de promoteur de la paix et de la sécurité internationales. Ce regain d'activité a poussé l'Organisation à chercher de nouvelles voies pour appliquer au mieux le concept de sécurité collective et pour faire évoluer la philosophie des opérations de maintien de la paix.

Avec la protection des plus faibles lors d'une catastrophe ou d'un conflit, le respect des droits de l'homme est devenu l'un des principes de base des Nations Unies. En effet, la paix et la sécurité ne peuvent être garanties au sein de la communauté des États que si les citoyens peuvent jouir de leurs droits et libertés fondamentales. Cela n'est possible que si le droit prime sur le pouvoir politique. Aussi, par de nombreux traités, pactes et conférences, les Nations Unies ont-elles conduit la communauté internationale à réaliser d'importants progrès dans l'identification de priorités et de principes communs.

Les Nations Unies sont profondément impliquées dans la gestion des bouleversements socio-économiques qui caractérisent la fin de ce siècle. Les défis touchant l'ensemble de l'humanité ont fait ou vont faire l'objet de grandes conférences onusiennes qui doivent concourir à l'émergence de solutions dans un certain nombre de domaines qui relèvent tous de la sécurité humaine globale.

Les objectifs des Nations Unies convergent avec les priorités de la politique extérieure de la Suisse. L'engagement actif en faveur du droit international en général et

du règlement pacifique des différends en particulier est une constante de cette politique. Le renforcement, l'application et la vérification des normes relatives aux droits de l'homme ainsi que la promotion de la démocratie et de l'État de droit constituent autant d'axes prioritaires de l'engagement international de la Suisse. De même, dans la mesure de ses moyens, la Suisse soutient les opérations de maintien de la paix de l'ONU. À l'instar des Nations Unies, la Suisse est consciente qu'une coopération internationale renforcée est le seul moyen de relever les défis techniques, économiques, sociaux et environnementaux qui se posent à l'humanité à l'approche du troisième millénaire. À l'avenir, la Suisse cherchera à renforcer sa collaboration avec les Nations Unies et mettra tout en oeuvre pour leur accorder le soutien intellectuel, opérationnel et financier que l'on est en droit d'attendre d'elle. Cette convergence de vues amène le Gouvernement suisse à vouloir faire de l'adhésion aux Nations Unies un objectif de sa politique extérieure. Aussi s'efforce-t-il d'entretenir avec le peuple suisse un dialogue permanent pour lui permettre de se sensibiliser aux évolutions de la coopération internationale et aux activités de l'ONU.

À Genève, la Suisse est l'État hôte des Nations Unies et de nombreuses organisations intergouvernementales et non gouvernementales.

La Suisse attache une grande importance à la présence d'organisations internationales sur son sol, et elle est fermement décidée à tout mettre en oeuvre pour que Genève demeure un lieu d'accueil privilégié pour les organisations et les conférences internationales. C'est dans cette perspective qu'elle s'emploiera à contribuer à l'amélioration des conditions de travail des entités des Nations Unies et des organisations internationales établies à Genève.

À l'occasion de ces festivités du cinquantième anniversaire, la Suisse tient non seulement à exprimer à l'Organisation des Nations Unies ses plus vives félicitations, mais également à la remercier pour avoir créé les conditions d'une coopération internationale constructive. L'avenir que le Gouvernement suisse souhaite partager avec les Nations Unies ne peut se concevoir que dans une intense et fructueuse collaboration.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Secrétaire d'État de la Confédération suisse de sa déclaration.

S. E. M. Jakob Kellenberger, Secrétaire d'État de la Confédération suisse, est escorté de la tribune.

Allocution de S. E. M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Conformément à la résolution 49/12 A de l'Assemblée générale, je donne maintenant la parole à S. E. M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine.

S. E. M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, est escorté à la tribune.

M. Arafat (*interprétation de l'arabe*) : Monsieur le Président, c'est un grand plaisir pour moi, au nom du peuple palestinien et de ses dirigeants au sein de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité nationale palestinienne, de vous exprimer, ainsi qu'à votre pays ami, nos félicitations alors que vous assumez la présidence de cette réunion historique, qui couronne 50 années d'activités internationales.

Je souhaite également saluer les rois, les présidents et les chefs des délégations des pays participant à cette réunion. Je salue également M. Boutros-Ghali pour ses fermes positions de principe et ses efforts inlassables. Je salue les Nations Unies.

Notre réunion aujourd'hui offre une importante occasion de nous appuyer sur l'expérience de l'Organisation des Nations Unies et de réaffirmer notre attachement à sa Charte, en faveur d'un monde de paix et de sécurité et d'un avenir meilleur pour l'humanité.

L'histoire de l'Organisation des Nations Unies est intimement liée à la question de Palestine. C'est l'ONU qui avait adopté la résolution sur le partage de la Palestine en deux États : un État juif et un État arabe. Depuis lors, l'Organisation n'a pas cessé de traiter la question de Palestine dans toutes ses ramifications et son évolution.

L'histoire de l'Organisation des Nations Unies et de ses résolutions constitue une expression de sa responsabilité permanente, juridique, politique et morale qui fait que l'ONU est un témoin des souffrances de notre peuple et des sacrifices immenses qu'elle a consentis, de son déplacement, de sa dispersion dans toutes les parties du monde, aussi bien que des guerres et des massacres qui lui ont été infligés. Néanmoins, le peuple palestinien a poursuivi sa lutte et son intifada pour sa survie et l'affirmation de son identité.

D'où l'importance du rôle continu de l'ONU. Il faut qu'elle continue de parrainer notre cause palestinienne, côte à côte avec les accords israélo-palestiniens, jusqu'à la réalisation de nos droits nationaux inaliénables, y compris le droit de notre peuple au retour, à l'autodétermination et à l'indépendance nationale.

L'initiative du Président Bush en faveur du processus de paix et la Conférence de Madrid ont eu lieu sur la base des résolutions des Nations Unies; les accords israélo-palestiniens à Oslo, au Caire, à Taba, à Washington et ailleurs reposaient sur ces résolutions de l'ONU, notamment les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, aussi bien que sur le principe d'échange de territoire contre la paix.

Cela signifie que la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies envers la cause de notre peuple demeure entière, d'autant que des questions aussi fondamentales que celles d'Al Qods, des réfugiés, des colonies de peuplement et des frontières définitives ont été laissées pour l'étape finale.

Notre peuple a continué d'affirmer son appui au processus de paix, qui a été approuvé par notre Conseil national et par le Conseil central. L'option de paix est devenue une décision palestinienne irréversible, afin de tourner la page des tueries et de la destruction une fois pour toutes, afin que les deux peuples palestinien et israélien puissent vivre côte à côte, dans deux États indépendants, sur la base du respect mutuel.

Cette réconciliation historique doit être menée à bien sur tous les volets israélo-arabes, notamment les volets libanais et syrien, afin que la paix soit juste et complète et comprenne aussi les peuples de l'Iraq et de la Libye.

En dépit de toutes les difficultés, nous avons l'intention d'aller de l'avant pour compléter l'étape intérimaire et aborder les négociations concernant le statut final. Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer notre reconnaissance aux parrains du processus de paix, les États-Unis et la Fédération de Russie, notamment au Président Clinton pour ses efforts et l'assistance de ses collaborateurs et au Président Eltsine pour ses efforts. Je voudrais également dire notre gratitude au Président Moubarak en particulier, qui a donné une impulsion au processus de paix, ainsi qu'à Sa Majesté le Roi Fahd, Sa Majesté le Roi Hassan II et Sa Majesté le Roi Hussein, au Président Zine El Abidine Ben Ali, au Président Zeroual et au Président Ali Abdullah Saleh. Je voudrais aussi remercier de leurs efforts les membres permanents du Conseil de sécurité, les États

membres de l'Union européenne, le Japon, M. Boutros Boutros-Ghali, la Norvège et les États arabes, islamiques, africains et non alignés.

Nous soulignons notre besoin de leur appui continu afin que notre peuple réussisse dans ses efforts tendant à reconstruire son infrastructure qui a été détruite par l'occupation, à mettre fin à sa dispersion et à élaborer son système politique sur la base du pluralisme démocratique et de la liberté.

Les vents du changement soufflent dans notre monde. Un nouvel ordre mondial émerge. Il est de notre responsabilité à l'Organisation des Nations Unies de faire en sorte que l'on puisse instaurer un ordre bénéfique pour la stabilité, la sécurité et la paix mondiales avec la plus grande participation des États et des peuples du monde. Nous appuyons donc la tendance vers un élargissement de la composition du Conseil de sécurité, qui lui donnera une énergie nouvelle et assurera l'égalité et la justice pour tous.

Je suis venu à cette Assemblée il y a 21 ans en tant que combattant pour la liberté, pour la libération et pour l'indépendance, apportant avec moi les tourments de mon peuple combattant. Aujourd'hui cependant, je viens à vous,

le coeur rempli d'amour et de paix, maintenant que la branche d'olivier a couronné la paix des braves.

Notre peuple aspire à la paix. La prophétie d'heureux présages commence à se réaliser. Aidez-nous à faire en sorte qu'elle se réalise complètement.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je remercie le Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine de sa déclaration.

S. E. M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, est escorté de la tribune.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Avant de lever la séance, je souhaite informer Vos Excellences qu'étant donné l'heure tardive, il ne sera pas possible d'entendre tous les orateurs prévus pour la séance de ce matin. Les orateurs restants interviendront par conséquent cet après-midi à la séance de 15 heures en tant que premiers orateurs dans leurs catégories respectives.

La séance est levée à 13 h 20.